



Nations Unies

Programme des Nations Unies pour l'environnement

Rapport du Conseil d'administration

Vingt-sixième session (21-24 février 2011)

Assemblée générale

Documents officiels

Soixante-sixième session

Supplément n° 25

Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-sixième session
Supplément n° 25

Programme des Nations Unies pour l'environnement

**Rapport du Conseil d'administration/Forum
ministériel mondial sur l'environnement
sur les travaux de sa vingt-sixième session**

(Nairobi, 21-24 février 2011)



Nations Unies • New York, 2011

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
Introduction	1
I. Ouverture de la session (point 1 de l'ordre du jour)	1
II. Organisation des travaux (point 2 de l'ordre du jour)	1
A. Participation	1
B. Élection du Bureau	3
C. Vérification des pouvoirs des représentants (point 3 de l'ordre du jour)	3
D. Adoption de l'ordre du jour	3
E. Organisation des travaux	4
F. Déclaration de politique générale du Directeur exécutif	5
G. Consultations ministérielles	5
H. Rapport du Comité plénier	6
I. Présentation des projets de décision préparés par le Comité des représentants permanents	6
III. Questions appelant tout particulièrement l'attention de l'Assemblée générale ou du Conseil économique et social	6
A. Résumé du Président sur les consultations ministérielles	6
B. Ordre du jour provisoire, dates et lieux de la douzième session extraordinaire du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement et de la vingt-septième session du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement	7
C. Gouvernance internationale de l'environnement	7
D. État de l'environnement dans le monde	7
E. Gestion des produits chimiques et des déchets	7
F. Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques	8
G. Cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production durables	8
H. Budget et programme de travail pour l'exercice biennal 2012-2013	9
I. Amélioration de la coordination au sein du système des Nations Unies, y compris le Groupe de la gestion de l'environnement	9

J.	Amélioration de la coopération et de la coordination au sein du groupe produits chimiques et déchets	9
K.	Promotion de la coopération Sud-Sud dans le domaine de la biodiversité pour le développement	9
IV.	Adoption des décisions	10
V.	Questions de politique générale [points 4 a) de l'ordre du jour (État de l'environnement), 4 c) (Gouvernance internationale de l'environnement), 4 d) (Coordination et coopération au sein du système des Nations Unies dans le domaine de l'environnement), 4 e) (Coordination et coopération avec les grands groupes) et 4 f) (Environnement et développement)]	11
VI.	Suivi et application des textes issus des sommets des Nations Unies et des principales réunions intergouvernementales, y compris des décisions du Conseil d'administration (point 5 de l'ordre du jour)	11
VII.	Budget et programme de travail pour l'exercice biennal 2012-2013, Fonds pour l'environnement, et autres questions budgétaires (point 6 de l'ordre du jour)	11
VIII.	Ordre du jour provisoire, dates et lieu des futures sessions du Conseil d'administration/ Forum ministériel mondial sur l'environnement (point 7 de l'ordre du jour)	11
IX.	Questions diverses (point 8 de l'ordre du jour)	11
X.	Adoption du rapport (point 9 de l'ordre du jour)	12
XI.	Clôture de la session (point 10 de l'ordre du jour)	12
Annexe		
	Décisions adoptées par le Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement à sa vingt-sixième session	13

Introduction

1. La vingt-sixième session du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)/Forum ministériel mondial sur l'environnement s'est tenue au siège du PNUE, à Nairobi, du 21 au 24 février 2011. Conformément à la section II de la décision 25/17 du Conseil d'administration et à la décision prise par la suite par le Bureau du Conseil/Forum à sa réunion de septembre 2010, la vingt-sixième session s'est déroulée sur quatre jours.

I. Ouverture de la session (point 1 de l'ordre du jour)

2. La session a été ouverte le lundi 21 février à 10 h 20 par le maître de cérémonies. Avant les déclarations liminaires, un groupe de jeunes kenyans a interprété une chanson primée intitulée « Trash is cash » et présenté une vidéo promotionnelle sur le recyclage des déchets. Une présentation vidéo sur l'économie verte a suivi, au cours de laquelle des ministres et chefs d'État sont intervenus en faveur du concept d'économie verte. Des remarques d'ouverture ont été prononcées par M. Edward Norton, Ambassadeur de bonne volonté des Nations Unies pour la biodiversité.

3. Des déclarations liminaires ont ensuite été prononcées par M. Henri Djombo, Ministre congolais du développement durable, de l'économie forestière et de l'environnement et Président par intérim du Conseil d'administration, au lieu de M. Oliver Dulić, Ministre serbe de l'environnement et de l'aménagement du territoire et Président du Conseil d'administration qui n'a pas pu assister à la session en cours; M. Jamil Ahmad, Secrétaire du Conseil d'administration, au nom de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies; M. Joan Clos, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat); M. Achim Steiner, Directeur exécutif du PNUE; et M. Mwai Kibaki, Président de la République du Kenya¹.

II. Organisation des travaux (point 2 de l'ordre du jour)

A. Participation

4. Les États membres du Conseil d'administration ci-après étaient représentés à la session/Forum² : Allemagne, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine,

¹ On trouvera un exposé plus intégral des débats tenus par le Conseil d'administration /Forum ministériel mondial sur l'environnement à sa vingt-sixième session notamment les résumés des déclarations liminaires et générales et des libérations du Conseil/Forum sur les questions de fond dont il était saisi, dans le compte rendu des travaux de la session (UNEP/GC/26/19).

² La composition du Conseil d'administration a été déterminée lors d'élections tenues à la 52^e séance plénière de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 15 novembre 2007, et à la 35^e séance plénière de la soixante-quatrième session, le 3 novembre 2009. Le 28 juillet 2010, l'Assemblée générale, agissant à la demande du représentant de la Croatie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/64/869) contenue dans une lettre du 22 juillet 2010 annonçant que son pays abandonnerait son siège au Conseil d'administration pour le reste de son mandat à courir, en faveur du Bélarus, a élu le Bélarus comme approuvé par les États d'Europe orientale auprès du Conseil d'administration, pour un mandat d'un an commençant le 1^{er} janvier 2011 et expirant le 31 décembre 2011.

Australie, Bangladesh, Belgique, Bénin, Brésil, Canada, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Guinée, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Israël, Italie, Japon, Kazakhstan, Kenya, Lesotho, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mozambique, Niger, Pakistan, Pays-Bas, République centrafricaine, République de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Serbie, Somalie, Suisse, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Zambie.

5. Les États ci-après non membres du Conseil d'administration mais membres de l'Organisation des Nations Unies, de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique étaient représentés par des observateurs : Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Angola, Autriche, Barbade, Bhoutan, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Chypre, Comores, Côte d'Ivoire, Danemark, Djibouti, Dominique, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Estonie, Éthiopie, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guinée-Bissau, Honduras, Îles Salomon, Iraq, Irlande, Jamaïque, Koweït, Libéria, Lituanie, Malawi, Malte, Maroc, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République de Moldova, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Siège, Samoa, Sénégal, Soudan, Sri Lanka, Suède, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zimbabwe.

6. Un observateur de la Palestine a également participé.

7. Les organismes des Nations Unies, services du Secrétariat et secrétariats des conventions ci-après étaient représentés : Commission économique pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies; Commission économique pour l'Europe de l'Organisation des Nations Unies; Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination; Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage; Convention sur la diversité biologique; Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international; Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants; Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau; Groupe de haut niveau des Nations Unies sur la viabilité de l'environnement mondial; Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; Institut asiatique de technologie – Centre de ressources régional pour l'Asie et le Pacifique du Programme des Nations Unies pour l'environnement; Organisation des Nations Unies pour le développement industriel; Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture; Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche; Plan d'action pour la Méditerranée du Programme des Nations Unies pour l'environnement; Programme des Nations Unies pour le développement, Programme pour l'environnement des Caraïbes/Unité de coordination régionale du Programme des Nations Unies pour l'environnement; Secrétariat de l'ozone; Secrétariat du Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal; Université des Nations Unies.

8. Les institutions spécialisées ci-après de l'Organisation des Nations Unies étaient représentées : Banque mondiale, Organisation de l'aviation civile internationale, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation météorologique mondiale.

9. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées : African Centre for Technology Studies, Agence internationale de l'énergie atomique, Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes, Commission de l'Union africaine, Fonds pour l'environnement mondial, Ligue des États arabes, Secrétariat de la Communauté des Caraïbes, Secrétariat du Commonwealth, Union européenne, Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources.

10. En outre, un certain d'organisations non gouvernementales et organisations de la société civile étaient représentées par des observateurs. La liste intégrale des participants est parue sous la cote UNEP/GC.26/INF/24.

B. Élection du Bureau

11. À la 1^{re} séance plénière de la session, le 21 février, le Conseil/Forum a élu par acclamation les membres du Bureau ci-après :

Présidente :	M ^{me} Rosa Aguilar Rivero (Espagne)
Vice-Présidents :	M. Zoltan Illes (Hongrie) M ^{me} Liana Bratasida (Indonésie) M ^{me} Graciela Muslera (Uruguay)
Rapporteur :	M. Mauricio Xerinda (Mozambique)

C. Vérification des pouvoirs des représentants (point 3 de l'ordre du jour)

12. Conformément au paragraphe 2 de l'article 17 du règlement intérieur, le Bureau a examiné les pouvoirs des représentants à la session. Les pouvoirs des représentants de 54 des 58 États membres participant à la session ont été jugés en bonne et due forme. Le Bureau a présenté au Conseil/Forum son rapport, qui a été approuvé à la 7^e séance plénière, le 24 février 2011.

D. Adoption de l'ordre du jour

13. À la 1^{re} séance plénière, le Conseil/Forum a adopté pour sa session l'ordre du jour ci-après, sur la base de l'ordre du jour provisoire approuvé par le Conseil/Forum à sa vingt-cinquième session (UNEP/GC.26/1) :

1. Ouverture de la session.
2. Organisation des travaux :
 - a) Élection du Bureau;
 - b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.

3. Vérification des pouvoirs des représentants.
4. Questions de politique générale :
 - a) État de l'environnement;
 - b) Nouvelles questions de politique générale;
 - c) Gouvernance internationale de l'environnement;
 - d) Coordination et coopération au sein du système des Nations Unies dans le domaine de l'environnement;
 - e) Coordination et coopération avec les grands groupes;
 - f) Environnement et développement.
5. Suivi et application des textes issus des sommets des Nations Unies et des principales réunions intergouvernementales, y compris des décisions du Conseil d'administration.
6. Budget et programme de travail pour l'exercice biennal 2012-2013, Fonds pour l'environnement, et autres questions budgétaires.
7. Ordre du jour provisoire, dates et lieu des futures sessions du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement :
 - a) Douzième session extraordinaire du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement;
 - b) Vingt-septième session du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement.
8. Questions diverses.
9. Adoption du rapport.
10. Clôture de la session.

E. Organisation des travaux

14. À la 1^{re} séance plénière, le Conseil/Forum a examiné et approuvé l'organisation des travaux de la session à la lumière des recommandations figurant dans l'ordre du jour provisoire annoté (UNEP/GC.26/1/Add.1).

15. Comme suite à l'une de ces recommandations, il a été décidé, comme convenu par le Bureau, que le Conseil/Forum tiendrait des consultations ministérielles du lundi 21 février dans l'après-midi jusqu'au mercredi 23 février dans l'après-midi. Ces consultations porteraient sur la contribution du PNUE à la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, l'économie verte et la gouvernance internationale de l'environnement, au titre du point 4 b) de l'ordre du jour.

16. Également à sa 1^{re} séance plénière, le Conseil/Forum a décidé de créer, conformément à l'article 60 de son règlement intérieur, un Comité plénier. Le Comité plénier se réunirait en même temps que les consultations ministérielles, pour examiner les points de l'ordre du jour ci-après : 4 a) (Questions de politique générale : état de l'environnement); 4 c) à f) (Gouvernance internationale de

l'environnement; Coordination et coopération au sein du système des Nations Unies dans le domaine de l'environnement; Coordination et coopération avec les grands groupes; Environnement et développement); 5 (Suivi et application des textes issus des sommets des Nations Unies et des principales réunions intergouvernementales, y compris des décisions du Conseil d'administration); 6 (Budget et programme de travail pour l'exercice biennal 2012-2013, Fonds pour l'environnement, et questions administratives et budgétaires); 7 (Ordre du jour provisoire, dates et lieu des futures sessions du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement : a) douzième session extraordinaire du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement; b) vingt-septième session du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement); et 8 (Questions diverses).

17. Il a en outre été décidé, à la 1^{re} séance plénière, que le Comité plénier serait présidé par M^{me} Bratasida. Il a également été décidé de créer un groupe de rédaction pour travailler sur les projets de décision qui seraient éventuellement adoptés par le Conseil/Forum, présidé par M. Macharia Kamau (Kenya). Le Conseil/Forum a également décidé de créer un groupe des amis de la Présidente pour aider celle-ci à préparer son résumé des consultations ministérielles. Ce groupe serait composé de deux représentants de chacun des cinq groupes régionaux de l'ONU, d'un représentant de l'Union européenne et d'un représentant du Groupe des 77 et la Chine.

18. Il a été convenu que le Conseil/Forum examinerait à la séance plénière du jeudi 24 février dans l'après-midi les points ci-après de l'ordre du jour : 3 (Vérification des pouvoirs des représentants); 9 (Adoption du rapport); et 10 (Clôture de la session).

19. Le Conseil/Forum a pris note du fait que la session en cours était la première à se dérouler sans papier, les documents n'étant disponibles que sous forme électronique.

F. Déclaration de politique générale du Directeur exécutif

20. À la 1^{re} séance plénière, le Directeur exécutif a prononcé une déclaration de politique générale, dont un résumé figure dans le compte rendu des travaux de la session (UNEP/GC.26/19).

G. Consultations ministérielles

21. À sa 2^e séance plénière, dans l'après-midi du 21 février, le Conseil/Forum a entamé l'examen du point 4 b) de l'ordre du jour (Nouvelles questions de politique générale) sous forme de consultations ministérielles, axant les débats sur les thèmes de la contribution du PNUE à la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, l'économie verte et la gouvernance internationale de l'environnement.

22. Les consultations ministérielles ont débuté à la 2^e séance plénière, au cours de laquelle l'occasion a été donnée de faire aux ministres le point complet de l'état d'avancement des préparatifs de la communauté internationale en vue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et des activités actuellement menées par le PNUE à cet égard. Lors des 3^e et 4^e séances plénières, le

22 février, le thème de l'économie verte a été abordé, tandis que celui relatif à la gouvernance internationale de l'environnement a été examiné lors des 5^e et 6^e séances plénières, le 23 février. La 6^e séance plénière a été ponctuée de discussions dans le cadre de tables rondes tenues simultanément pour permettre aux participants d'explorer plus avant les questions dans des groupes restreints.

23. Un déjeuner ministériel spécial consacré à la dix-neuvième session de la Commission du développement durable a été organisé le mardi le 22 février pour fournir un cadre de discussion sur les modules thématiques ci-après : transports, produits chimiques, gestion des déchets, extraction minière et cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production durables.

H. Rapport du Comité plénier

24. Le Comité plénier a tenu huit séances, du 21 au 24 février 2011, pour examiner les points de l'ordre du jour qui lui avaient été confiés. À sa 7^e séance plénière, le 24 février, le Conseil/Forum a pris note du rapport du Comité plénier. Le rapport figure à l'annexe II du compte rendu des travaux de la session (UNEP/GC.26/19).

I. Présentation des projets de décision préparés par le Comité des représentants permanents

25. M^{me} Regine Hess, Représentante permanente adjointe de l'Allemagne auprès du PNUE et Présidente par intérim du Comité des représentants permanents, a présenté au Conseil/Forum, pour examen, les projets de décision préparés par le Comité, figurant dans le document UNEP/GC.26/L.1, en soulignant la collaboration qui avait présidé à la rédaction de ces projets de décisions, malgré les difficultés qu'il avait fallu surmonter.

III. Questions appelant tout particulièrement l'attention de l'Assemblée générale ou du Conseil économique et social

A. Résumé du Président sur les consultations ministérielles

26. À la 7^e séance plénière, dans l'après-midi du jeudi 24 février, la Présidente du Conseil/Forum a présenté un projet de résumé des vues exprimées durant les consultations sur chacun des thèmes examinés durant la vingt-sixième session du Conseil/Forum. Elle a fait observer que le résumé reflétait les vues variées exprimées durant les consultations ministérielles et non un point de vue consensuel sur tous les sujets soulevés par les participants.

27. Un représentant a déclaré que sa délégation ne partageait pas les vues de la majorité, présentées dans le résumé de la Présidente en faveur d'une transition à des économies vertes. Un autre a estimé que les informations sur les économies vertes qui avaient été mises à disposition étaient insuffisantes et son Gouvernement avait donc des réserves à l'égard du rapport du PNUE paru sous le titre : *Towards a green economy: pathways to sustainable development and poverty eradication*.

28. Le Conseil/Forum a pris note du résumé de la Présidente, qui figure dans l'annexe III au compte rendu des travaux de la session (UNEP/C.26/19).

B. Ordre du jour provisoire, dates et lieux de la douzième session extraordinaire du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement et de la vingt-septième session du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement

29. Par sa décision 26/17, le Conseil/Forum a décidé de tenir sa douzième session extraordinaire du 20 au 22 février et sa vingt-septième session du 18 au 22 février 2013. Cette dernière se tiendrait à Nairobi, tandis que le lieu de la session extraordinaire serait décidé en consultation avec le Bureau du Conseil d'administration et les États membres.

C. Gouvernance internationale de l'environnement

30. Par sa décision 26/1, le Conseil/Forum a invité le Président du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable à envisager, lorsqu'il examinerait le cadre institutionnel du développement durable, les options possibles pour la réforme institutionnelle plus large préconisée dans le Document final de Nairobi-Helsinki, et il a invité le Président à transmettre le Document final de Nairobi-Helsinki au Comité préparatoire à sa deuxième session et à l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session.

31. Par cette même décision, le Conseil/Forum a demandé au Directeur exécutif d'organiser, en coopération avec d'autres organismes des Nations Unies intéressés et à l'aide de ressources extrabudgétaires, des réunions informelles à l'intention des représentants des gouvernements, qui se tiendraient à New York, sur le Document final de Nairobi-Helsinki dans le contexte du débat sur le cadre institutionnel du développement durable.

D. État de l'environnement dans le monde

32. Par sa décision 26/2, le Conseil/Forum a demandé au Directeur exécutif de faciliter la mise au point de la version définitive du cinquième rapport de la série *L'Avenir de l'environnement mondial* ainsi que le résumé de ce rapport à l'intention des décideurs, à temps pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable en 2012.

E. Gestion des produits chimiques et des déchets

33. Par sa décision 26/3, le Conseil/Forum a recommandé au Directeur exécutif que la question de la gestion intégrée des déchets continue d'être examinée à titre de domaine prioritaire essentiel dans le cadre de l'initiative « Unis dans l'action » lancée par l'Organisation des Nations Unies; pris note de l'initiative du Programme des Nations Unies pour l'environnement tendant à mettre en place un partenariat mondial sur la gestion des déchets; et prié le Directeur exécutif de renforcer la

coopération et la coordination au sein des organismes compétents des Nations Unies et avec d'autres organismes internationaux compétents dans le domaine de la gestion des déchets et, afin d'éviter les doubles emplois, d'assurer la cohérence et la complémentarité et d'éviter des doubles emplois avec les travaux pertinents entrepris dans le cadre du système des Nations Unies et d'autres institutions et instruments internationaux, en particulier la Convention de Bâle et l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques.

34. Par cette même décision, Le Conseil/Forum a prié le Directeur exécutif d'apporter une réflexion à la gestion des produits chimiques et des déchets dans le cadre de la contribution du Programme des Nations Unies pour l'environnement aux travaux du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui se tiendra en 2012.

F. Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques

35. Par sa décision 26/4, le Conseil/Forum a décidé, comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/162 du 20 décembre 2010, sans préjuger des arrangements institutionnels définitifs de la Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques et en consultation avec tous les organismes et organes compétents, et afin de mettre en œuvre pleinement la Plate-forme, de convoquer une réunion plénière assurant une participation pleine et entière de tous les États membres, en particulier des représentants des pays en développement, pour déterminer dès que possible les modalités et les dispositions institutionnelles de la Plate-forme.

36. Par cette même décision, le Conseil/Forum a prié le Directeur exécutif de convoquer la réunion plénière en 2011, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme des Nations Unies pour le développement, et de continuer de faciliter la poursuite des travaux de manière à mettre en place la Plate-forme jusqu'à l'établissement du secrétariat.

G. Cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production durables

37. Par sa décision 26/5, le Conseil/Forum a reconnu que le cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production durables pouvait apporter une importante contribution aux travaux préparatoires à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui se tiendrait à Rio de Janeiro (Brésil) en 2012 et prié le Directeur exécutif de soumettre au Conseil d'administration à sa douzième session extraordinaire un rapport sur l'application de cette décision en prévision de la contribution du Conseil d'administration à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

H. Budget et programme de travail pour l'exercice biennal 2012-2013

38. Par sa décision 26/9, le Conseil/Forum a approuvé le programme et le budget d'appui au programme pour l'exercice biennal 2012-2013 ainsi que l'ouverture au Fonds pour l'environnement d'un crédit de 190 millions de dollars.

I. Amélioration de la coordination au sein du système des Nations Unies, y compris le Groupe de la gestion de l'environnement

39. Par sa décision 26/11, le Conseil/Forum a encouragé le Groupe de la gestion de l'environnement à préparer la contribution du système des Nations Unies en recensant les études existantes sur l'économie verte, dans le cadre des travaux préparatoires à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

J. Amélioration de la coopération et de la coordination au sein du groupe produits chimiques et déchets

40. Par sa décision 26/12, le Conseil/Forum a prié le Directeur exécutif d'apporter une contribution aux consultations sur les options de financement pour les produits chimiques et les déchets dans le cadre des travaux du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

K. Promotion de la coopération Sud-Sud dans le domaine de la biodiversité pour le développement

41. Par sa décision 26/16, le Conseil/Forum a encouragé les États membres et autres gouvernements à contribuer encore à l'élaboration du Plan d'action pluriannuel pour la coopération Sud-Sud dans le domaine de la biodiversité pour le développement et invité les Parties, les autres gouvernements, les organisations régionales et leurs secrétariats, les organisations internationales, les organes des Nations Unies, y compris le Programme des Nations Unies pour l'environnement, les membres du Groupe de liaison sur la biodiversité, les Conventions de Rio, les donateurs, les organisations représentant les peuples autochtones, les organisations non gouvernementales et les centres d'excellence à contribuer à la poursuite de l'élaboration du Plan d'action pluriannuel.

IV. Adoption des décisions

42. À sa 7^e séance plénière, le Conseil/Forum a adopté les décisions suivantes :

<i>Décision n°</i>	<i>Titre</i>
26/1	Gouvernance internationale de l'environnement
26/2	État de l'environnement dans le monde
26/3	Gestion des produits chimiques et des déchets
26/4	Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques
26/5	Cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production durables
26/6	Organisation de la troisième session de la Réunion intergouvernementale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres
26/7	Consultations sur les options de financement possibles pour les produits chimiques et les déchets
26/8	Amendements à l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial
26/9	Projet de programme de travail et de budget pour l'exercice biennal 2012-2013
26/10	Gestion des Fonds d'affectation spéciale et des contributions affectées
26/11	Amélioration de la coordination au sein du système des Nations Unies, y compris le Groupe de la gestion de l'environnement
26/12	Amélioration de la coopération et de la coordination au sein du groupe produits chimiques et déchets
26/13	Décision générale sur les rapports du Directeur exécutif
26/14	Programme relatif à l'eau du Système mondial de surveillance continue de l'environnement
26/15	Renforcement de la coopération internationale concernant les aspects environnementaux des interventions d'urgence et de la préparation aux urgences
26/16	Promotion de la coopération Sud-Sud dans le domaine de la biodiversité pour le développement
26/17	Ordres du jour provisoires, dates et lieux de la douzième session extraordinaire du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement et de la vingt-septième session du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement

43. Au moment de l'adoption du projet de décision générale sur les rapports du Directeur exécutif, un représentant a indiqué que le Conseil/Forum ne devrait pas adopter de décisions dont le seul but était de prendre acte des rapports soumis par le Directeur exécutif pour donner suite aux demandes du Conseil/Forum. Ces décisions, a-t-il déclaré, étaient inopportunes et diminuaient le temps précieux qui devait être consacré à l'examen de questions plus pressantes.

V. Questions de politique générale [points 4 a) de l'ordre du jour (État de l'environnement), 4 c) (Gouvernance internationale de l'environnement), 4 d) (Coordination et coopération au sein du système des Nations Unies dans le domaine de l'environnement), 4 e) (Coordination et coopération avec les grands groupes) et 4 f) (Environnement et développement)]

VI. Suivi et application des textes issus des sommets des Nations Unies et des principales réunions intergouvernementales, y compris des décisions du Conseil d'administration (point 5 de l'ordre du jour)

VII. Budget et programme de travail pour l'exercice biennal 2012-2013, Fonds pour l'environnement, et autres questions budgétaires (point 6 de l'ordre du jour)

VIII. Ordre du jour provisoire, dates et lieu des futures sessions du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement (point 7 de l'ordre du jour)

44. Les points de l'ordre du jour 4 à 7 (à l'exception du sous-point 4 b), qui faisait l'objet des consultations ministérielles mentionnées plus haut, à la section G du chapitre II) ont été examinés par le Comité plénier. Le rapport sur les délibérations du Comité figure à l'annexe II du compte rendu des travaux de la session (UNEP/GC.26/19).

45. Les décisions adoptées par le Conseil/Forum sur ces points figurent à l'annexe au présent rapport. Celles appelant tout particulièrement l'attention de l'Assemblée générale ou du Conseil économique et social sont énumérées au chapitre III plus haut.

IX. Questions diverses (point 8 de l'ordre du jour)

46. Aucun point n'a été soulevé au titre de ce point.

X. Adoption du rapport (point 9 de l'ordre du jour)

47. Le compte rendu des travaux de la session (UNEP/GC.26/19) a été adopté par le Conseil/Forum à sa 7^e séance plénière, le 24 février 2011, sur la base du projet de compte rendu qui avait été distribué, étant entendu que le secrétariat et le Rapporteur seraient chargés de sa finalisation.

XI. Clôture de la session (point 10 de l'ordre du jour)

48. Après les déclarations de clôture et l'échange des courtoisies d'usage, la vingt-sixième session du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement a été déclarée close le jeudi 24 février 2011 à 18 h 45.

Annexe

Décisions adoptées par le Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement à sa vingt-sixième session

<i>Décision n°</i>	<i>Titre</i>
26/1	Gouvernance internationale de l'environnement
26/2	État de l'environnement dans le monde
26/3	Gestion des produits chimiques et des déchets
26/4	Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques
26/5	Cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production durables
26/6	Organisation de la troisième session de la Réunion intergouvernementale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres
26/7	Consultations sur les options de financement possibles pour les produits chimiques et les déchets
26/8	Amendements à l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial
26/9	Projet de programme de travail et de budget pour l'exercice biennal 2012-2013
26/10	Gestion des Fonds d'affectation spéciale et des contributions affectées
26/11	Amélioration de la coordination au sein du système des Nations Unies, y compris le Groupe de la gestion de l'environnement
26/12	Amélioration de la coopération et de la coordination au sein du groupe produits chimiques et déchets
26/13	Décision générale sur les rapports du Directeur exécutif
26/14	Programme relatif à l'eau du Système mondial de surveillance continue de l'environnement
26/15	Renforcement de la coopération internationale concernant les aspects environnementaux des interventions d'urgence et de la préparation aux urgences
26/16	Promotion de la coopération Sud-Sud dans le domaine de la biodiversité pour le développement
26/17	Ordres du jour provisoires, dates et lieux de la douzième session extraordinaire du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement et de la vingt-septième session du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement

Décision 26/1 : Gouvernance internationale de l'environnement

Le Conseil d'administration,

Rappelant sa décision 25/4 du 20 février 2009 sur la gouvernance internationale de l'environnement, par laquelle il a créé un groupe consultatif composé de ministres ou de représentants de haut niveau qui, conformément à son mandat, a présenté une série d'options pour l'amélioration de la gouvernance internationale de l'environnement³ au Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement à sa onzième session extraordinaire, en vue de fournir des contributions à l'Assemblée générale,

Rappelant également sa décision SS.XI/1 du 26 février 2010 sur la gouvernance internationale de l'environnement, par laquelle il a décidé en outre de créer un groupe consultatif, représentatif sur le plan régional, composé de ministres ou de représentants de haut niveau (le groupe consultatif), auquel il a été demandé d'examiner la réforme plus vaste du système de gouvernance internationale de l'environnement en s'appuyant sur la liste des options, tout en restant ouvert à de nouvelles idées,

Exprimant ses remerciements aux Gouvernements kényan et finlandais pour avoir accueilli les réunions du groupe consultatif à Nairobi et à Espoo, respectivement, ainsi que sa gratitude au Ministre finlandais de l'environnement et au Ministre kényan de l'environnement et des ressources minérales pour avoir coprésidé le groupe consultatif, et sa reconnaissance au Directeur exécutif pour avoir servi de conseiller du groupe,

Notant que le groupe consultatif a bénéficié de contributions de groupes de la société civile par l'intermédiaire du secrétariat ainsi que du système des Nations Unies par l'intermédiaire du Groupe de la gestion de l'environnement et grâce à la participation de représentants désignés des organismes compétents des Nations Unies aux réunions du groupe consultatif,

Considérant que le renforcement de la voix faisant autorité dans le domaine de l'environnement à l'échelle mondiale, ainsi que d'autres voix compétentes en la matière, de sorte à assurer une direction crédible, cohérente et efficace aux fins de viabilité environnementale dans le contexte général du développement durable, est un élément fondamental de la réforme en cours dans le domaine de la gouvernance internationale de l'environnement,

Soulignant qu'il importe de mobiliser un élan politique en faveur de la réforme en cours dans le domaine de la gouvernance internationale de l'environnement et d'assurer un suivi efficace de ce processus,

1. *Se félicite* des résultats des travaux du groupe consultatif tels qu'ils figurent dans le document issu des réunions de ce groupe, appelé « Conclusions des réunions de Nairobi-Helsinki »⁴;

2. *Prend note* du rapport du Directeur exécutif sur la mise en œuvre des changements progressifs identifiés dans la série d'options⁵ et *prie* le Directeur exécutif, agissant en consultation avec le Comité des représentants permanents, de

³ UNEP/GCSS.XI/4.

⁴ UNEP/GC.26/18.

⁵ UNEP/GC.26/3.

soumettre au Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement, à sa douzième session extraordinaire, pour examen, un projet de décision sur les améliorations progressives qui appellent une décision du Conseil d'administration comme indiqué dans ce rapport;

3. *Invite* le Président du Conseil d'administration à transmettre au Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable à sa deuxième session, et à l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session, les Conclusions des réunions de Nairobi-Helsinki;

4. *Invite* le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, lorsqu'il examinera le cadre institutionnel pour le développement durable, d'envisager les options pour une réforme institutionnelle plus vaste identifiées dans les Conclusions des réunions de Nairobi-Helsinki, comme contribution au renforcement du cadre institutionnel pour le développement durable en améliorant la gouvernance internationale de l'environnement;

5. *Invite également* le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable à entreprendre, à sa deuxième session, une analyse approfondie des incidences financières, structurelles et juridiques des options identifiées dans les Conclusions des réunions de Nairobi-Helsinki, ainsi que de leurs avantages comparés, en utilisant les compétences des organismes des Nations Unies concernés, y compris du Programme des Nations Unies pour l'environnement, des parties prenantes et des grands groupes remplissant les conditions voulues pour participer au Comité préparatoire;

6. *Prie* le Directeur exécutif d'organiser à New York, en coopération avec d'autres organismes des Nations Unies intéressés et à l'aide de ressources extrabudgétaires, des réunions informelles à l'intention des représentants gouvernementaux portant sur les Conclusions des réunions de Nairobi-Helsinki dans le contexte des débats sur le cadre institutionnel pour le développement durable;

7. *Prie également* le Directeur exécutif de soumettre au Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement à sa douzième session extraordinaire, en 2012, un rapport sur les progrès de l'application de la présente décision;

8. *Décide* d'évaluer, à la douzième session extraordinaire du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement, en 2012, les progrès accomplis dans le domaine de la gouvernance internationale de l'environnement.

7^e séance
24 février 2011

Décision 26/2 : État de l'environnement dans le monde

Le Conseil d'administration,

Conformément à ses fonctions et responsabilités énoncées dans la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1972, qui consistent à suivre la situation de l'environnement dans le monde afin d'assurer que les problèmes de grande portée internationale qui surgissent dans ce domaine reçoivent la priorité voulue et fassent l'objet, de la part des gouvernements, d'un examen approprié et adéquat, et à encourager les milieux scientifiques internationaux

compétents et d'autres milieux professionnels à contribuer à l'acquisition, à l'évaluation et à l'échange de connaissances et d'informations sur l'environnement,

Rappelant ses décisions 22/1 du 7 février 2003 relative à l'alerte rapide, l'évaluation et la surveillance, 23/6 du 25 février 2005 relative au suivi de l'état de l'environnement mondial, SS.X/5 du 22 février 2008 relative à L'Avenir de l'environnement mondial : l'environnement au service du développement, et 25/2 du 20 février 2009 relative à l'état de l'environnement mondial,

Prenant note des conclusions de divers autres rapports d'évaluation et publications sur l'environnement parus depuis sa vingt-cinquième session, en particulier ceux élaborés par le Programme des Nations Unies pour l'environnement en coopération avec des partenaires et présentés dans le rapport du Directeur exécutif sur l'état de l'environnement et la contribution du Programme des Nations Unies pour l'environnement à la recherche de solutions aux grands problèmes d'environnement⁶,

Prenant également note des conclusions des évaluations scientifiques de l'environnement réalisées entre 2009 et 2011⁷, y compris les conclusions du GIEC pour cette période et ses conclusions antérieures,

Préoccupé par le fait que la dégradation et la modification généralisée de l'environnement résultant de l'activité humaine et de phénomènes naturels, et la perte de services rendus par les écosystèmes, qui sont avérés, constituent autant d'obstacles à la réalisation des objectifs de développement durable internationalement convenus,

Se félicitant des efforts du Programme des Nations Unies pour l'environnement en vue d'accroître l'incidence de ses évaluations scientifiques en améliorant leur cohérence et leur rigueur scientifique et en vue de renforcer les capacités régionales et nationales pour la collecte de données sur l'environnement, l'information et l'évaluation, qui sont menés en coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, les gouvernements, les organisations non gouvernementales et d'autres partenaires,

Reconnaissant qu'un des principaux mandats du Programme des Nations Unies pour l'environnement consiste à suivre l'état de l'environnement dans le monde ainsi qu'à fournir des orientations utiles pour l'élaboration de politiques permettant de trouver des solutions aux problèmes qui surgissent dans ce domaine en réponse aux conclusions des principales évaluations scientifiques, et que le PNUE, par l'intermédiaire du Groupe consultatif scientifique et technique du Fonds pour l'environnement mondial, est chargé, en plus de son mandat consistant à fournir des avis scientifiques et techniques au FEM en tant que mécanisme de financement des conventions mondiales, d'identifier les futurs défis environnementaux,

Rappelant la section III de sa décision 25/2, par laquelle il demandait que soit établie une série de conditions requises pour passer à des évaluations ciblées sur des domaines thématiques prioritaires appuyées par un cadre dynamique appelé « Le PNUE en direct », la section II de sa décision 25/2 relative aux améliorations apportées à la situation en matière d'évaluations internationales de l'environnement

⁶ UNEP/GC.26/4.

⁷ UNEP/GC.26/INF/13.

et la section I A de sa décision 22/1 relative au renforcement de la base scientifique du Programme des Nations Unies pour l'environnement,

Ayant présent à l'esprit les besoins énoncés dans le Plan stratégique de Bali pour l'appui technologique et le renforcement des capacités, qui préconisait notamment un renforcement des capacités dans les pays en développement et les pays à économie en transition en vue d'améliorer la gestion des données et informations environnementales pour l'évaluation de l'environnement, l'établissement de rapports et l'alerte rapide,

Prenant note avec satisfaction du rapport soumis par le Directeur exécutif comme suite à la section III de la décision 25/2⁸,

I

Incidence des évaluations intégrées de l'environnement

1. *Prie instamment* les gouvernements d'encourager, selon qu'il conviendra, l'utilisation des évaluations intégrées de l'état de l'environnement comme source d'informations aux fins des processus politiques nationaux et internationaux pertinents en vue de renforcer la base scientifique de la gestion de l'environnement et de la prise de décisions, et de mieux sensibiliser l'opinion publique aux questions environnementales d'actualité;

2. *Prie* le Directeur exécutif :

a) De poursuivre, dans le cadre du programme de travail, les efforts visant à améliorer la cohérence des évaluations par l'application de méthodes cohérentes et appropriées, ainsi que leur rigueur scientifique par un examen cohérent, rigoureux et approprié, afin d'aider à mettre au point des méthodes d'évaluation scientifique crédibles, appropriées et fondées pour accroître leur impact, et de renforcer les capacités des pays;

b) D'aider les pays à renforcer leurs capacités, conformément au Plan stratégique de Bali, le cas échéant, dans le cadre du programme de travail, en vue d'exploiter les connaissances et l'expérience acquises au niveau mondial figurant dans les évaluations scientifiques, notamment en adaptant les méthodes mondiales à d'autres échelles de mise en œuvre, par exemple au niveau national ou au niveau des villes, afin d'aider les pays à développer leur aptitude à exploiter les données nationales et locales et à identifier les principales questions de politique environnementale qui nécessitent des recherches scientifiques;

II

Évaluation future des modifications de l'environnement au cours de la période 2012-2013

3. *Prie également* le Directeur exécutif, dans le cadre du programme de travail :

a) De continuer d'entreprendre des évaluations intégrées approfondies et scientifiquement crédibles de l'environnement, mondiales et thématiques, en évitant les doubles emplois et en faisant fond sur les travaux d'évaluation en cours, pour appuyer la prise de décisions à tous les niveaux, au vu du besoin continu

⁸ UNEP/GC.26/4/Add.1.

d'informations sur les modifications de l'environnement à l'échelon planétaire qui soient scientifiquement crédibles et utiles pour l'élaboration de politiques, y compris des analyses des questions intersectorielles;

b) D'associer toutes les parties prenantes concernées à la réalisation d'évaluations mondiales et thématiques intégrées de l'environnement pour appuyer et renforcer davantage leur crédibilité scientifique, leur utilité pour l'élaboration de politiques et leur bien-fondé;

c) D'entreprendre des évaluations mondiales et thématiques intégrées qui soient utiles pour l'élaboration de politiques concernant les modifications de l'environnement, conformément à l'option qui consiste à intégrer l'évaluation mondiale dans le cadre de la Stratégie à moyen terme;

d) De faciliter la finalisation du cinquième rapport sur les perspectives de l'environnement mondial et du résumé à l'intention des décideurs à temps pour contribuer aux débats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable en 2012;

4. *Prie instamment* les gouvernements de donner suite aux travaux entrepris dans le cadre de l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire en renforçant leurs capacités et en réalisant de nouvelles évaluations des écosystèmes et de la biodiversité et en s'appuyant sur les résultats des évaluations existantes en vue de définir les priorités pour le développement et la protection de l'environnement;

5. *Encourage* les gouvernements à soutenir les évaluations relatives aux ressources en eaux douces, de surface et souterraines, et à la dégradation des sols, et à tenir compte du rôle crucial des écosystèmes et de la biodiversité pour la sécurité alimentaire et les modes de production viables des aliments;

6. *Invite* le Directeur exécutif, en mobilisant les institutions compétentes, les réseaux de recherche et d'autres partenaires, à poursuivre l'évaluation, par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, des agents de forçage climatique à courte durée de vie, à suivre les avancées scientifiques et à informer les gouvernements, les organisations internationales et les autres parties prenantes, selon qu'il convient;

7. *Engage* les gouvernements en mesure de le faire et les institutions compétentes à fournir des ressources extrabudgétaires pour la coopération technique et le renforcement des capacités afin de soutenir les initiatives d'évaluation;

8. *Prie* le Directeur exécutif de présenter au Conseil d'administration, à sa vingt-septième session en 2013, un rapport sur la mise en œuvre de cette initiative;

III

Situation en matière d'évaluations internationales

9. *Prie* le Directeur exécutif, sous réserve de disposer de ressources à cet effet, de renforcer l'assistance fournie aux pays en développement pour mener des évaluations de l'environnement et exploiter leurs résultats;

10. *Invite* le Directeur exécutif à engager des discussions avec la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies, et d'autres organismes des Nations Unies compétents, selon qu'il convient, sur le rôle que pourrait jouer le Programme des

Nations Unies pour l'environnement dans la fourniture d'un appui scientifique et technique au premier cycle du mécanisme de notification et d'évaluation périodique à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socio-économiques;

IV

Le PNUE en direct

11. *Prie* le Directeur exécutif de mettre en place la plateforme « Le PNUE en direct » :

a) De présenter la phase pilote de validation du concept d'une plateforme « Le PNUE en direct », semblable au portail de données des Nations Unies (service UNdata), consistant en une application Internet interactive assortie de capacités de gestion des données qui soit capable de fournir des données rétrospectives en temps proche du temps réel ainsi que des indicateurs concernant un nombre restreint de thèmes environnementaux, au Conseil d'administration à sa douzième session extraordinaire en 2012;

b) De mobiliser des partenariats ainsi que des réseaux institutionnels et techniques dans le secteur non gouvernemental et le secteur privé afin de fournir une assistance technique pour le développement de la plateforme « Le PNUE en direct »;

c) D'œuvrer avec les pays et les réseaux régionaux et thématiques compétents pour arrêter un ensemble de données et d'indicateurs environnementaux prioritaires à diffuser dans le cadre de la plateforme « Le PNUE en direct »;

d) De présenter, sous forme détaillée, une série de conditions requises et le coût des ressources nécessaires pour la mise au point d'une version plus élaborée de la plateforme « Le PNUE en direct » au Conseil d'administration à sa vingt-septième session en 2013;

12. *Prie également* le Directeur exécutif d'élaborer et de gérer une plateforme Internet pour présenter des informations sur la situation en matière d'évaluations environnementales;

13. *Invite* les gouvernements à s'engager dans le développement de la plateforme pilote « Le PNUE en direct », à mettre à disposition les données, informations et indicateurs nécessaires concernant les questions environnementales prioritaires et à faire participer les institutions nationales à la plateforme;

14. *Prie* le Directeur exécutif de soumettre un rapport d'activité faisant le point sur la plateforme « Le PNUE en direct » au Conseil d'administration à sa douzième session extraordinaire en 2012.

*7^e séance
24 février 2011*

Décision 26/3 : Gestion des produits chimiques et des déchets

Le Conseil d'administration,

Rappelant le Plan de mise en œuvre adopté lors du Sommet mondial pour le développement durable⁹ et les objectifs de développement convenus à l'échelle internationale, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement,

Rappelant également ses décisions 18/12 du 26 mai 1995, 19/13 du 7 février 1997, 20/23 du 4 février 1999, SS.VII/3 du 15 février 2002, 22/4 du 7 février 2003, 23/9 du 25 février 2005, SS.IX/1 du 9 février 2006, 24/3 du 9 février 2007 et 25/5 du 20 février 2009 sur les politiques mondiales en matière de gestion des produits chimiques et l'élaboration d'une approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques,

Rappelant en outre ses décisions 24/5 du 9 février 2007 et 25/8 du 20 février 2009 sur la gestion des déchets,

Conscient de la très large préoccupation suscitée par les effets nocifs graves des substances dangereuses et des déchets sur la santé humaine et l'environnement,

Notant que les travaux sur la gestion des produits chimiques et des déchets seront menés dans le cadre du programme de travail du Programme des Nations Unies pour l'environnement, en particulier dans le cadre des sous-programmes sur les substances nocives et les déchets dangereux, et l'utilisation efficace des ressources,

Reconnaissant qu'il est nécessaire de prendre en considération les différences entre pays, qu'il s'agisse de leur situation, de leurs priorités et de leurs capacités en matière de développement, y compris leurs moyens techniques et financiers,

Réaffirmant que la gestion des déchets constitue un défi important, en particulier pour les pays en développement et les pays à économie en transition, et *soulignant* que les organisations internationales devraient adopter des mesures plus efficaces, mieux ciblées et concertées, pour combler les lacunes dans l'assistance fournie pour soutenir les efforts des pays en développement,

Notant l'importance de partenariats sous-tendus par des preuves scientifiques concluantes,

Conscient des travaux menés dans le cadre de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international et de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, en plus des travaux de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques et des travaux du Comité de négociation intergouvernemental chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur le mercure,

Conscient qu'il importe de veiller à ce que les activités soient cohérentes et complémentaires et d'éviter les doubles emplois,

⁹ Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.II.A.1 et rectificatif), chap. I, résolution 2, annexe.

Conscient que les pays africains sont préoccupés par la poursuite des exportations à destination de leur territoire de produits et déchets contenant des substances dangereuses,

Sachant que les populations vulnérables exposées aux substances dangereuses vivent pour la plupart dans des pays en développement et des pays à économie en transition,

Approuvant la réaction du Groupe commun de l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies aux décès d'enfants par empoisonnement au plomb au Nigéria et dans d'autres pays,

Ayant examiné les rapports du Directeur exécutif sur la gestion des produits chimiques et des déchets¹⁰,

I

Plomb et cadmium

1. *Prend note* des progrès et des efforts qui ont été faits en ce qui concerne le plomb et le cadmium, y compris les mesures prises pour finaliser les études concernant les informations scientifiques sur ces métaux¹¹, en particulier les mesures prises pour combler les lacunes subsistant dans les données et les informations disponibles comme suite à la section II de la décision 25/5, et les autres mesures prises dans le cadre du projet de gestion des risques liés à une exposition au plomb et au cadmium du sous-programme du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les substances nocives et les déchets dangereux¹²;

2. *Reconnaît également* le besoin de mener des travaux supplémentaires pour combler ces lacunes dans les informations disponibles;

3. *Note* qu'il faut continuer de réduire les risques posés par le plomb et le cadmium;

4. *Prend note* des études sur les effets éventuels du commerce des produits contenant du plomb, du cadmium et du mercure sur la santé humaine et l'environnement dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et dans la région Asie-Pacifique¹³;

5. *Prend note également* des principales conclusions scientifiques et des lacunes dans les données identifiées dans l'étude finale menée en 2010 sur les informations scientifiques concernant le plomb et dans l'étude finale menée en 2010 sur les informations scientifiques portant sur le cadmium;

6. *Reconnaît* les efforts déployés par les gouvernements et autres entités pour lutter contre les risques posés par le plomb et le cadmium, en particulier pour éliminer progressivement l'essence au plomb dans le cadre du Partenariat pour des carburants et des véhicules propres, ainsi que les premières mesures prises dans le cadre de l'Alliance mondiale pour l'élimination des peintures au plomb, et les mesures juridiques prises à l'échelle régionale et nationale pour limiter la teneur en

¹⁰ UNEP/GC.26/5/Rev.1 et UNEP/GC.26/8.

¹¹ UNEP/GC.26/INF/11/Add.1 et UNEP/GC.26/INF/11/Add.2.

¹² UNEP/GC.26/INF/11/Add.5.

¹³ UNEP/GC.26/INF/11/Add.3 et UNEP/GC.26/INF/11/Add.4.

plomb et en cadmium des jouets, bijoux, piles, matériels électriques et électroniques et véhicules, et d'autres initiatives et mesures prises dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'environnement, et *prie instamment* les gouvernements de continuer à participer et contribuer à ces initiatives;

7. *Prie* le Directeur exécutif de continuer à promouvoir et faciliter les travaux du Partenariat pour des carburants et des véhicules propres et de l'Alliance mondiale pour l'élimination des peintures au plomb, tout en travaillant en étroite coopération et coordination avec les gouvernements, les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales et autres parties prenantes;

8. *Prie également* le Directeur exécutif, en collaboration avec les gouvernements, les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes, selon qu'il convient et sous réserve des ressources disponibles, de poursuivre les activités sur le plomb et le cadmium à tous les niveaux, plus spécialement dans les pays en développement, en particulier en Afrique, et dans les pays à économie en transition, y compris les activités telles que le renforcement des capacités et la sensibilisation, eu égard aux informations contenues dans les études des informations scientifiques sur le plomb et le cadmium et aux problèmes pour l'environnement et la santé humaine associés à une exposition à ces deux métaux, l'initiative visant à coordonner les efforts internationaux pour parvenir à une gestion écologiquement rationnelle des piles au plomb et au cadmium pendant toute la durée de leur cycle de vie et l'approfondissement de la base scientifique des études existantes;

9. *Note* que de nouvelles mesures sont nécessaires pour s'attaquer aux défis posés par le plomb et le cadmium et *encourage* les gouvernements et autres à poursuivre leurs efforts pour continuer de réduire les risques pour la santé humaine, en particulier pour les enfants et autres populations vulnérables, et pour l'environnement, résultant du plomb et du cadmium pendant la totalité de leur cycle de vie, y compris des mesures pour promouvoir le recours à des solutions de remplacement sans plomb et sans cadmium, si possible, en prenant en considération les conditions environnementales, économiques et sociales propres aux pays en développement et aux pays à économie en transition;

10. *Prie instamment* les gouvernements et le secteur privé de prendre des mesures pour promouvoir une gestion écologiquement rationnelle des produits, déchets et sites contaminés contenant du plomb et du cadmium;

11. *Prie* le Directeur exécutif de lancer, sous réserve de la disponibilité de ressources à cet effet et en s'appuyant sur les structures existantes, un partenariat sur le plomb et le cadmium en coopération avec les gouvernements, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales;

12. *Prie également* le Directeur exécutif, en coordination avec les parties prenantes, selon qu'il convient, de mettre à la disposition du centre d'échange du secrétariat de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques les informations sur les possibilités de remplacer le plomb et le cadmium par des substances ou techniques moins dangereuses et sur les techniques d'atténuation des émissions tirées des études faites, sous réserve de la disponibilité de ressources à cet effet et pour une période expérimentale de deux ans, et

encourage les gouvernements et autres à soumettre des informations à ce sujet au centre d'échange;

13. *Invite* la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques à prendre en compte, à sa troisième session, les informations fournies dans les études scientifiques sur le plomb et le cadmium et à envisager les moyens de réduire les risques posés par ces métaux à l'échelle nationale, régionale et mondiale;

14. *Invite* les gouvernements et autres en mesure de le faire à fournir des ressources extrabudgétaires pour appuyer l'application de la présente décision, qui concerne le plomb et le cadmium;

II

Mercure

15. *Réaffirme* le mandat confié par la section III de la décision 25/5 au comité de négociation intergouvernemental chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur le mercure;

16. *Reconnaît* les progrès accomplis par le comité à ses deux premières sessions;

17. *Prie* le Directeur exécutif de continuer d'apporter un soutien aux pays en développement et aux pays à économie en transition, pour qu'ils puissent participer efficacement aux travaux du comité;

18. *Se félicite* du fait que le comité ait confirmé à sa deuxième session que la conférence diplomatique pour l'adoption de cet instrument sera convoquée au Japon;

19. *Reconnaît* les progrès accomplis par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, y compris dans le cadre du Partenariat mondial sur le mercure et d'autres initiatives, *prie instamment* les gouvernements et autres parties prenantes de continuer à apporter leur soutien et leur contribution au Partenariat mondial sur le mercure et *prie instamment* tous les partenaires de poursuivre leurs efforts pour prendre immédiatement des mesures afin de réduire les risques d'une exposition au mercure;

20. *Prie* le Directeur exécutif de prendre, sous réserve de la disponibilité de ressources à cet effet, des mesures spécifiques dans le contexte du Partenariat mondial sur le mercure, pour renforcer les capacités des pays en développement et des pays à économie en transition afin qu'ils puissent commencer ou continuer à dresser leurs inventaires nationaux de mercure;

21. *Invite* les gouvernements et autres intéressés en mesure de le faire à fournir des ressources extrabudgétaires pour appuyer l'application de la présente décision concernant le mercure;

III

Mise en œuvre de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques

22. *Se félicite* des résultats de la deuxième session de la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques et des progrès de la mise en œuvre de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits

chimiques, *souligne* l'importance de sa mise en œuvre et de son développement futur et *se félicite* que le Programme des Nations Unies pour l'environnement continue d'assurer la direction de ce processus;

23. *Prie instamment* le Programme des Nations Unies pour l'environnement de continuer de mettre en œuvre l'Approche stratégique, en particulier eu égard aux nouvelles questions de politique générale et aux éléments de son programme de travail liés aux aspects environnementaux de l'Approche stratégique, y compris la prise en compte des activités et l'évaluation des coûts économiques et sociaux d'une gestion irrationnelle des produits chimiques, ainsi que l'évaluation des instruments économiques internalisant les coûts externes des produits chimiques, qui seront reflétés dans le premier rapport de la série Global Chemicals Outlook à paraître au début de 2012;

24. *Se félicite* des efforts visant à intensifier l'engagement du secteur de la santé dans la mise en œuvre de l'Approche stratégique, en particulier l'élaboration d'une stratégie dans le secteur de la santé, comme préconisé par la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques à sa deuxième session, et l'établissement de liens entre l'environnement et la santé comme suite à la Déclaration de Libreville sur la santé et l'environnement en Afrique et l'Engagement de Luanda concernant sa mise en œuvre;

25. *Prie instamment* les gouvernements, les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales et autres intéressés en mesure de le faire d'apporter une contribution financière et en nature à la mise en œuvre de l'Approche stratégique, y compris à l'appui du Programme de démarrage rapide, du secrétariat de l'Approche stratégique et du programme de travail du Programme des Nations Unies pour l'environnement;

IV

Gestion des déchets, y compris des déchets électriques et électroniques

26. *Prie* le Directeur exécutif de poursuivre l'assistance aux pays en développement et aux pays à économie en transition pour les aider à élaborer et renforcer la mise en œuvre nationale d'une approche intégrée de la gestion des déchets, dans le cadre du programme de travail et du budget;

27. *Prie également* le Directeur exécutif d'aider les gouvernements à améliorer l'accès à l'énergie dans les zones rurales, en convertissant les déchets de la biomasse agricole en énergie, en tenant compte de l'expérience nationale et des technologies des pays en développement et des pays à économie en transition, et en élaborant des directives, notamment sur les partenariats public-privé, et en menant des activités de renforcement des capacités pour atténuer les gaz à effet de serre, en particulier grâce au recyclage et, le cas échéant, en convertissant les déchets en énergie, dans le cadre du programme de travail et du budget;

28. *Prie en outre* le Directeur exécutif de prévoir des projets de renforcement des capacités et de démonstration plus intensifs dans les pays en développement et les pays à économie en transition, en particulier dans les zones urbaines et dans le domaine des déchets électriques et électroniques, pour optimiser la prévention, le recyclage et la récupération des déchets, et l'utilisation efficace des ressources et des matériaux à l'échelon local, en particulier dans le cadre de l'approche dite des 3R (réduire, réutiliser, recycler), conformément aux dispositions des conventions de

Bâle et de Stockholm et en complément de leurs travaux dans le domaine du renforcement des capacités, dans le cadre du programme de travail et du budget;

29. *Prie* le Directeur exécutif d'améliorer encore la coopération et la coordination avec tous les organismes des Nations Unies compétents, le secrétariat de la Convention de Bâle, les centres régionaux de la Convention de Bâle, l'Initiative « Solving the e-waste problem » et d'autres institutions internationales afin de mieux appliquer la présente décision en s'efforçant d'éviter un double emploi éventuel des activités;

30. *Recommande* au Directeur exécutif que la question de la gestion intégrée des déchets soit traitée comme une question prioritaire dans le cadre de l'initiative « Unis dans l'action » de l'Organisation des Nations Unies;

31. *Prend note* de l'initiative prise par le Programme des Nations Unies pour l'environnement de mettre en place un partenariat mondial sur la gestion des déchets et *prie* le Directeur exécutif :

a) De continuer de consulter largement sur le mandat d'un tel partenariat, y compris ses objectifs, sa structure administrative, son programme de travail (les déchets électriques et électroniques constituant l'un de ses domaines d'activité prioritaires), et un plan d'activités accompagné d'indicateurs de progrès;

b) D'élargir le programme d'informations pour collecter et diffuser des informations sur la gestion des déchets;

c) D'axer les travaux du partenariat sur les besoins des pays en développement et des pays à économie en transition dans le domaine de la gestion des déchets;

d) De renforcer la coopération et la coordination avec les organismes des Nations Unies compétents et d'autres institutions internationales compétentes dans le domaine de la gestion des déchets;

e) De s'appuyer sur l'expérience d'autres partenariats mis en place sous les auspices du Programme des Nations Unies pour l'environnement, s'agissant en particulier de sa structure, de ses outils et de ses fonctions;

f) D'assurer la cohérence et la complémentarité de ses travaux avec ceux d'autres organismes des Nations Unies compétents ainsi que ceux d'autres institutions et dispositifs internationaux, en particulier la Convention de Bâle et l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques, et d'éviter les doubles emplois;

32. *Note* le rôle du Centre international d'écotechnologie;

33. *Demande* aux gouvernements de considérer la prévention de la production de déchets et l'amélioration de leur gestion, y compris celle des déchets électriques et électroniques, comme un objectif essentiel lorsqu'ils adoptent et élaborent leurs propres stratégies nationales de développement durable, selon qu'il convient;

34. *Invite* les gouvernements et les organisations compétentes à fournir des ressources extrabudgétaires pour appliquer la présente décision en apportant leur soutien au Programme des Nations Unies pour l'environnement et à d'autres entités, y compris au secrétariat de la Convention de Bâle et aux centres régionaux de la Convention de Bâle;

V

Dispositions finales

35. *Prie* le Directeur exécutif de soumettre au Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement, à sa vingt-septième session, un rapport d'activité sur l'application de la présente décision concernant le plomb et le cadmium, le mercure et la gestion des déchets;

36. *Prie également* le Directeur exécutif de présenter au Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement, à sa douzième session extraordinaire, un rapport d'activité sur l'application de la présente décision dans l'optique de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques;

37. *Prie en outre* le Directeur exécutif d'apporter sa contribution sur la gestion des produits chimiques et des déchets dangereux au titre de la collaboration du Programme des Nations Unies pour l'environnement aux travaux du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui se tiendra en 2012.

7^e séance
24 février 2011

Décision 26/4 : Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques

Le Conseil d'administration,

Rappelant les principales fonctions et responsabilités qui sont les siennes aux termes de la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1972, qui l'a chargé, entre autres, d'encourager les milieux scientifiques internationaux compétents et d'autres milieux professionnels à contribuer à l'acquisition, à l'évaluation et à l'échange de connaissances et d'informations sur l'environnement et, selon qu'il conviendra, aux aspects techniques de la formulation et de la mise en œuvre des programmes relatifs à l'environnement dans le cadre du système des Nations Unies,

Prenant note de l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire et du processus engagé pour en assurer le suivi, du processus consultatif en vue d'un mécanisme international d'expertise scientifique sur la biodiversité, et de la décision IX/15 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique,

Rappelant sa décision SS.XI/4 du 26 février 2010,

Reconnaissant la nécessité de renforcer et d'améliorer l'interface science-politique dans le domaine de la biodiversité et des services écosystémiques pour le bien-être de l'humanité, grâce à l'établissement d'une plateforme scientifique et politique,

Prenant note de la décision X/11 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et de la décision 185 EX/43 du Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, par lesquelles ces deux entités se sont félicitées de la mise en place d'une plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques,

Prenant note de la résolution 65/162 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2010,

Ayant examiné le rapport du Directeur exécutif sur une plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques¹⁴,

1. *Fait siens* les résultats de la troisième et dernière réunion intergouvernementale et multipartite spéciale concernant la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, qui s'est tenue à Busan (République de Corée) du 7 au 11 juin 2010;

2. *Décide*, comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/162 du 20 décembre 2010, sans préjudice des arrangements institutionnels définitifs pour la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques et en consultant toutes les organisations et tous les organes compétents, afin de rendre la plateforme pleinement opérationnelle, de convoquer, dès que possible, une réunion plénière assurant la participation pleine et entière de tous les États membres, en particulier des représentants des pays en développement, pour déterminer les modalités et arrangements institutionnels de la plateforme;

3. *Prie* le Directeur exécutif de convoquer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme des Nations Unies pour le développement, la réunion plénière en 2011 et de continuer de faciliter tout processus qui en serait issu pour mettre en œuvre la plateforme jusqu'à l'établissement d'un secrétariat;

4. *Invite* le Directeur exécutif à soumettre une manifestation d'intérêt, qui sera examinée en même temps que les autres offres et soumise aux procédures convenues durant la plénière, faisant part du souhait du Programme des Nations Unies pour l'environnement d'accueillir ou d'appuyer par d'autres moyens le secrétariat de la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques;

5. *Engage vivement* les gouvernements et *invite* les organisations et donateurs non gouvernementaux concernés qui sont en mesure de le faire à fournir des ressources financières extrabudgétaires et d'autres contributions pour faciliter la tenue de la séance plénière prévue pour appuyer la mise en place de la plateforme et, en particulier, la participation pleine et efficace des représentants des pays en développement, conformément à la résolution 65/162 de l'Assemblée générale du 20 décembre 2010;

6. *Prie* le Directeur exécutif de faire rapport sur la mise en œuvre de la présente décision et ses implications financières et administratives au Conseil d'administration à sa douzième session extraordinaire.

7^e séance
24 février 2011

¹⁴ UNEP/GC.26/6.

Décision 26/5 : Cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production durables

Le Conseil d'administration,

Rappelant le programme Action 21¹⁵, adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, dont le paragraphe 4.8 appelle à une action pour promouvoir des modes de consommation et de production réduisant le stress écologique et répondant aux besoins fondamentaux de l'humanité,

Rappelant également les paragraphes 2, 14 et 15 du Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable¹⁶,

Rappelant en outre la décision 22/6 du Conseil d'administration du 7 février 2003,

Sachant que l'utilisation efficace des ressources et la consommation et la production durables sont l'une des six priorités et objectifs transversaux de la Stratégie à moyen terme du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour la période 2010-2013, visant à offrir une orientation stratégique aux activités du Programme dans tous les domaines,

Saluant les progrès accomplis depuis la vingt-deuxième session du Conseil d'administration pour promouvoir le programme en faveur de la consommation et de la production durables dans le cadre des activités du Programme des Nations Unies pour l'environnement, notamment grâce à son sous-programme sur l'utilisation efficace des ressources et dans le cadre des activités du Processus de Marrakech sur les modes de consommation et de production durables,

Reconnaissant les initiatives multiples et diverses menées aux niveaux national, régional et international pour favoriser des modes de consommation et de production durables, dont beaucoup ont reçu un soutien financier et technique du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du Processus de Marrakech,

Se félicitant du soutien apporté à l'élaboration d'un cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production durables par la Commission du développement durable à sa dix-huitième session en 2010 et *se félicitant aussi* de la reconnaissance par la Commission du travail effectué par le Processus de Marrakech et ses équipes de travail,

Se félicitant également de la collaboration renforcée entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies au cours du cycle actuel de la Commission du développement durable et *exprimant son soutien* à la participation accrue du Programme des Nations Unies pour l'environnement à la préparation et à l'application des décisions prises par la Commission à sa dix-neuvième session,

Prenant note du résumé du Président de la réunion intersessions de haut niveau de la Commission du développement durable au sujet d'un cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production durables, tenue au

¹⁵ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I : résolutions adoptées par la Conférence, résolution 1, annexe II.

¹⁶ *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.II.A.1 et rectificatif), chap. I, résolution 2, annexe.

Panama en janvier 2011, en tant que contribution à la réunion préparatoire intergouvernementale pour la dix-neuvième session de la Commission du développement durable, prévue du 28 février au 4 mars 2011, et à la dix-neuvième session de la Commission, prévue du 2 au 13 mai 2011,

Reconnaissant que pour progresser dans la voie d'une consommation et d'une production durables, il importe d'adopter une approche plus cohérente et plus soutenue prévoyant, entre autres, des politiques et des outils de mise en œuvre, un accès à l'information et une participation ainsi qu'un renforcement des capacités pour permettre aux parties prenantes compétentes de répondre de la manière la plus adéquate et la plus efficace aux priorités et aux besoins régionaux et nationaux, pour établir et développer des liens entre les initiatives et actions pertinentes au sein de la famille des Nations Unies et avec les autres acteurs et pour canaliser efficacement la mobilisation des ressources,

1. *Invite* le Directeur exécutif à développer et renforcer les activités et initiatives actuelles du Programme des Nations Unies pour l'environnement avec les institutions gouvernementales compétentes et les autres parties prenantes, y compris le secteur privé, pour promouvoir des modes de consommation et de production durables;

2. *Appuie* la Cible 4 du Plan stratégique de la Convention sur la diversité biologique, adoptée par la Conférence des Parties à cette convention dans la décision X/2, à Aichi, afin que, d'ici 2020 au plus tard, les gouvernements, les entreprises et les parties prenantes à tous les niveaux aient pris des mesures pour mettre en place, ou aient mis en place, des plans pour une production et une consommation durables et contenu l'impact de l'utilisation des ressources naturelles bien en-deçà des limites de sécurité écologique;

3. *Appuie* l'élaboration d'un cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production durables ambitieux, réaliste et orienté vers l'action qui vise à répondre aux besoins nationaux, régionaux et mondiaux, prévoient des arrangements institutionnels appropriés et encourage une large participation et implication des parties prenantes ainsi que l'efficacité, l'efficience et la cohérence au sein comme en dehors du système des Nations Unies, sur la base des éléments les plus efficaces et réussis des modèles révisés de coopération internationale dans d'autres domaines;

4. *Invite* la Commission du développement durable à finaliser et à adopter, à sa dix-neuvième session, un cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production durables et *prie* le Programme des Nations Unies pour l'environnement, en collaboration avec d'autres institutions compétentes, de renforcer la coordination et la cohérence dans la mise en œuvre du cadre décennal de programmes sur les modes de production et de consommation durables;

5. *Prie* le Directeur exécutif :

a) De veiller à ce que le Programme des Nations Unies pour l'environnement continue de jouer un rôle actif et de chef de file conjoint avec le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies dans l'élaboration du cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production durables dans toutes ses dimensions – objectifs, arrangements institutionnels et programmes prioritaires;

b) De proposer d'assumer un rôle de chef de file dans la mise en œuvre d'un cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production durables;

c) De prendre les mesures nécessaires pour que le Programme des Nations Unies pour l'environnement joue un rôle de chef de file dans la mise en œuvre du cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production durables;

d) D'apporter un soutien direct à la mise en œuvre du cadre décennal de programmes dans les domaines programmatiques où le Programme des Nations Unies pour l'environnement possède des compétences particulières;

6. *Encourage* les gouvernements à participer activement à la finalisation d'un cadre décennal de programmes solide et efficace sur les modes de consommation et de production durables durant la réunion intergouvernementale préparatoire de la dix-neuvième session de la Commission du développement durable et la dix-neuvième session de la Commission durable et à en soutenir ultérieurement la mise en œuvre pour promouvoir le passage à des modes de consommation et de production durables;

7. *Invite* les gouvernements et d'autres intéressés qui sont en mesure de le faire à soutenir financièrement et techniquement ainsi qu'en termes de renforcement des capacités dans le cadre d'initiatives publiques et privées la mise en œuvre du cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production durables, une fois qu'il aura été adopté;

8. *Reconnaît* que le cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production durables pourrait apporter une contribution importante à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui se tiendra à Rio de Janeiro (Brésil) en 2012;

9. *Prie* le Directeur exécutif de soumettre au Conseil d'administration, à sa douzième session extraordinaire, un rapport sur l'application de la présente décision en prévision de la contribution du Conseil d'administration à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

7^e séance
24 février 2011

Décision 26/6 : Organisation de la troisième session de la Réunion intergouvernementale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres

Le Conseil d'administration,

Rappelant sa décision SS.XI/7, qui concernait, entre autres, les résultats de la Conférence mondiale sur les océans tenue à Manado (Indonésie) en mai 2009, et par laquelle il demandait au Directeur exécutif d'élargir la coopération et l'engagement du Programme des Nations Unies pour l'environnement avec d'autres organismes des Nations Unies afin d'appuyer la mise en œuvre de la Déclaration de Manado sur les océans,

Prenant note de la résolution 65/150 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2010 relative à la protection des récifs coralliens au service de moyens de subsistance et d'un développement durables, par laquelle l'Assemblée générale a, entre autres, invité instamment les États, dans les zones relevant de leur juridiction, et les organisations internationales compétentes, dans le cadre de leur mandat, à prendre toutes les dispositions pratiques, à tous les niveaux, pour protéger les récifs coralliens et leurs écosystèmes en vue d'assurer des moyens de subsistance et un développement durables,

Rappelant que, conformément au paragraphe 13 c) de la Déclaration de Washington sur la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres¹⁷, la mise en œuvre du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres doit être réexaminée périodiquement,

1. *Prend note* du rapport d'activité du Directeur exécutif sur l'application de la décision SS.XI/7 relative aux océans¹⁸, qui contient des informations sur les travaux entrepris par le Programme des Nations Unies pour l'environnement pour protéger les écosystèmes marins et côtiers, spécialement grâce à sa stratégie marine et côtière, au Programme pour les mers régionales et au Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres;

2. *Invite* les gouvernements et les institutions financières internationales et régionales à coordonner leurs efforts pour aider les pays en développement à mettre en place des initiatives en faveur du milieu marin et côtier, y compris dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'environnement, aux niveaux national, régional et mondial;

3. *Encourage* le Directeur exécutif à envisager d'élargir le soutien du Programme des Nations Unies pour l'environnement à l'atelier d'experts sur le rôle de la biodiversité et des écosystèmes marins et côtiers dans l'adaptation aux changements climatiques et dans l'atténuation de leurs impacts, proposé au paragraphe 77 de la décision X/29 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, comme moyen de donner suite aux aspects pertinents de la présente décision ainsi qu'au paragraphe 2 de la décision SS.XI/7;

4. *Prie* le Directeur exécutif d'organiser la troisième session de la Réunion intergouvernementale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres, en veillant à ce que la participation soit aussi large que possible, et à cette fin *invite vivement* tous les gouvernements à s'impliquer activement dans le processus d'examen intergouvernemental et, si possible, à contribuer financièrement à la prise en charge des dépenses y afférentes;

5. *Prie également* le Directeur exécutif d'engager les compétences techniques et les services d'un organe maritime international tel que l'Organisation maritime internationale, notant que les activités de cette organisation en matière de navigation peuvent jouer un rôle vital dans la protection du milieu marin contre la

¹⁷ UNEP(OCA)/LBA/IG.2/6, annexe II.

¹⁸ UNEP/GC.26/10.

pollution due aux activités terrestres par le biais de ses initiatives dans le domaine de la protection des mers et du milieu marin.

7^e séance
24 février 2011

Décision 26/7 : Consultations sur les options de financement possibles pour les produits chimiques et les déchets

Le Conseil d'administration,

Rappelant sa décision SS.XI/8 du 26 février 2010 et la nécessité de redoubler d'efforts pour relever la priorité politique accordée à la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets ainsi que la nécessité croissante d'un financement durable, prévisible, adéquat et accessible pour le programme relatif aux produits chimiques et aux déchets,

Rappelant également la demande faite au Directeur exécutif dans cette décision de continuer de mener les consultations et de faire rapport sur les progrès accomplis et la direction prise,

Rappelant en outre la demande faite au Directeur exécutif dans cette décision de lancer, en collaboration avec les partenaires concernés, des initiatives visant à faire prendre conscience de l'importance d'une gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets, en recourant à divers moyens, y compris les médias et les possibilités offertes à l'échelon international, telles que les réunions intergouvernementales et les manifestations publiques, tant aux niveaux national qu'international,

Prenant note de la résolution 65/162 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2010, par laquelle l'Assemblée générale s'est félicitée des consultations sur les options de financement possibles pour les produits chimiques et les déchets et a exprimé son soutien à la poursuite des efforts menés par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour poursuivre ces discussions, en coopération et coordination avec les trois conventions sur les produits chimiques et les déchets, et pour soutenir les gouvernements dans leurs efforts pour mettre en œuvre, appliquer et faire respecter ces accords multilatéraux sur l'environnement,

Ayant examiné le rapport d'activité du Directeur exécutif sur les consultations concernant les options de financement possibles pour les produits chimiques et les déchets et, en particulier, les informations sur la troisième réunion consultative tenue à Pretoria (Afrique du Sud) les 10 et 11 janvier 2011¹⁹,

1. *Prend note* des progrès accomplis et des travaux menés à ce jour par le Programme des Nations Unies pour l'environnement en ce qui concerne les consultations;

2. *Prie* le Programme des Nations Unies pour l'environnement de continuer d'apporter son soutien à ces consultations, comme demandé à la troisième réunion consultative et comme indiqué dans le rapport du Directeur exécutif sur les résultats de cette troisième réunion²⁰;

¹⁹ UNEP/GC.26/11 et Add.1.

²⁰ UNEP/GC.26/11/Add.1.

3. *Réitère* son invitation aux gouvernements et autres parties intéressées, y compris le secteur privé, à fournir un appui financier et en nature à ce processus et aux initiatives de sensibilisation;

4. *Prie* le Directeur exécutif de soumettre au Conseil d'administration, à sa douzième session extraordinaire, un rapport final sur l'application de la décision SS.XI/8 et de la présente décision.

*7^e séance
24 février 2011*

Décision 26/8 : Amendements à l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial

Le Conseil d'administration,

Rappelant sa décision SS.IV/1 du 18 juin 1994 sur l'adoption de l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial,

Rappelant également sa décision 22/19 du 7 février 2003 sur l'adoption d'amendements à l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial qui fait de la dégradation des sols, particulièrement la désertification et la déforestation, et des polluants organiques persistants, de nouveaux domaines d'intervention du Fonds pour l'environnement mondial,

Rappelant en outre sa décision 24/13 du 9 février 2007 sur l'adoption d'un amendement à l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial concernant le lieu des réunions du Conseil du Fonds pour l'environnement mondial,

Rappelant que la quatrième Assemblée du Fonds pour l'environnement mondial a approuvé, en mai 2010, les amendements à l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial concernant le rôle du Fonds pour l'environnement mondial comme mécanisme de financement de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, et la nomination et la durée du mandat du Directeur général et Président du Fonds pour l'environnement mondial comme prévu au paragraphe 21 de l'Instrument,

Ayant pris acte du rapport du Directeur exécutif²¹ et de la documentation à l'appui²²,

1. *Décide* d'adopter l'amendement à l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial attribuant au Fonds pour l'environnement mondial le rôle de mécanisme de financement de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique;

2. *Décide également* d'adopter l'amendement au paragraphe 21 de l'Instrument concernant la nomination et la durée du mandat du Directeur général et Président du Fonds pour l'environnement mondial, aux termes duquel le paragraphe ci-après :

²¹ UNEP/GC.26/12.

²² UNEP/GC.26/INF/15.

« Le Directeur général est nommé pour un mandat à plein temps de trois ans sur recommandation conjointe des Agents d'exécution. Le Conseil peut renouveler le mandat du Directeur général, qu'il ne peut révoquer sans raison valable ».

est modifié comme suit :

« Le Directeur général est nommé pour un mandat à plein temps de quatre ans. Le Conseil peut renouveler le mandat du Directeur général pour quatre ans ».

3. *Invite* le Directeur exécutif à envisager les moyens de développer les capacités du Programme des Nations Unies pour l'environnement, en tant que principal organisme des Nations Unies dans le domaine de l'environnement, en vue de renforcer son rôle d'Organisme d'exécution du Fonds pour l'environnement mondial;

4. *Prie* le Directeur exécutif de transmettre la présente décision à la Directrice générale et Présidente du Fonds pour l'environnement mondial.

7^e séance
24 février 2011

Décision 26/9 : Projet de programme de travail et de budget pour l'exercice biennal 2012-2013

Le Conseil d'administration,

Ayant examiné le projet de programme de travail et de budget pour l'exercice biennal 2012-2013²³ ainsi que le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires s'y rapportant²⁴,

1. *Approuve* le programme de travail pour l'exercice biennal 2012-2013, compte tenu des décisions pertinentes du Conseil d'administration;

2. *Approuve également* l'ouverture d'un crédit de 190 962 000 dollars pour le Fonds pour l'environnement, dont un montant maximum de 122 310 000 dollars au titre des dépenses de personnel, aux fins indiquées dans le tableau ci-après :

Programme de travail et budget du Fonds pour l'environnement pour l'exercice biennal 2012-2013

(En milliers de dollars des États-Unis)

A. Direction exécutive et gestion	9 041
B. Programme de travail	165 500
1. Changements climatiques	30 788
2. Catastrophes et conflits	10 454
3. Gestion des écosystèmes	36 226
4. Gouvernance de l'environnement	41 622
5. Substances nocives et déchets dangereux	19 543

²³ UNEP/GC.26/13.

²⁴ UNEP/GC.26/13/Add.1.

6. Utilisation efficace des ressources et consommation et production durables . . .	26 867
C. Réserve du programme du Fonds	6 365
D. Appui au programme	10 055
Total	190 962

3. *Se félicite* des consultations approfondies entre le Directeur exécutif et le Comité des représentants permanents en vue de l'établissement du projet de programme de travail et de budget pour l'exercice biennal 2012-2013;

4. *Prie* le Directeur exécutif de tenir des consultations aux fins de l'établissement de tous les programmes de travail et budgets futurs;

5. *Prend note* des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie à moyen terme figurant dans le rapport d'activité sur l'exécution du programme²⁵;

6. *Autorise* le Directeur exécutif, en vue d'assurer une plus grande conformité avec la pratique suivie par d'autres organismes des Nations Unies, à redéployer des ressources entre les rubriques budgétaires à concurrence de 10 % des crédits alloués à la rubrique budgétaire en faveur de laquelle les ressources seront déployées;

7. *Autorise également* le Directeur exécutif, au besoin, à redéployer des crédits dépassant 10 % jusqu'à concurrence de 20 % des crédits alloués, en consultation avec le Comité des représentants permanents;

8. *Autorise en outre* le Directeur exécutif, en consultation avec le Comité des représentants permanents, à ajuster le montant des crédits du Fonds pour l'environnement afin qu'il puisse correspondre aux variations éventuelles des recettes par rapport au montant des crédits approuvés;

9. *Autorise* le Directeur exécutif à contracter des engagements prévisionnels de dépenses à concurrence de 20 millions de dollars pour les activités du programme du Fonds pour l'exercice biennal 2014-2015;

10. *Prie* le Directeur exécutif de continuer de gérer prudemment les ressources du Fonds pour l'environnement, notamment en suivant de très près les arrangements contractuels;

11. *Note* qu'au cours des récents exercices biennaux, une part croissante des ressources au titre du Fonds pour l'environnement a été allouée aux dépenses de personnel, réduisant ainsi la part des ressources du Fonds consacrée aux autres dépenses;

12. *Prie* le Directeur exécutif de prendre les mesures nécessaires pour augmenter les ressources du Fonds pour l'environnement allouées à des dépenses autres que les dépenses de personnel et à faire rapport aux gouvernements, chaque semestre, par l'intermédiaire du Comité des représentants permanents, sur les progrès accomplis dans ce sens;

13. *Prie également* le Directeur exécutif de continuer à mettre davantage l'accent sur la fourniture de produits plutôt que sur l'obtention de résultats, en

²⁵ UNEP/GC.26/INF/6/Add.1.

veillant à ce que les gestionnaires du Programme des Nations Unies pour l'environnement à tous les niveaux prennent la responsabilité de réaliser les objectifs du programme et d'utiliser efficacement et dans la transparence les ressources à cette fin, sous réserve des mécanismes d'examen, d'évaluation et de contrôle interne en vigueur à l'Organisation des Nations Unies;

14. *Prie en outre* le Directeur exécutif de tenir les gouvernements informés, par l'intermédiaire du Comité des représentants permanents, tous les ans, et le Conseil d'administration à ses sessions ordinaires et extraordinaires, des progrès accomplis s'agissant de chacun des sous-programmes et de leurs réalisations pertinentes escomptées ainsi que de l'exécution du budget du Fonds pour l'environnement, notamment des contributions volontaires, des dépenses et réaffectations de crédits ou des ajustements des ressources allouées;

15. *Autorise* le Directeur exécutif à rationaliser l'établissement des rapports à soumettre aux gouvernements, par l'intermédiaire du Comité des représentants permanents, en fusionnant les rapports d'activité sur les questions administratives et budgétaires et les rapports sur l'exécution du programme;

16. *Prie* le Directeur exécutif de fournir périodiquement au Comité des représentants permanent des informations sur l'exécution du programme et du budget, pour chaque sous-programme, afin de permettre au Comité de s'acquitter correctement de ses tâches en matière de suivi;

17. *Prie également* le Directeur exécutif de veiller à ce que les contributions à des fins déterminées faites au Programme des Nations Unies pour l'environnement, à l'exception des contributions pour lesquelles le Programme des Nations Unies pour l'environnement agit simplement en qualité de trésorier, servent à financer des activités conformes au programme de travail;

18. *Prend note* du document d'information sur les liens entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et les accords multilatéraux sur l'environnement qu'il administre²⁶, et *prie* le Directeur exécutif, en consultation avec les secrétariats des accords multilatéraux sur l'environnement pertinents, le Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies, le Bureau des affaires juridiques et tous les autres organes compétents, d'examiner dans un rapport d'activité qui contienne la contribution et les observations des accords multilatéraux sur l'environnement et aborde la question de la responsabilité et des arrangements financiers et administratifs, y compris leur base juridique, entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et les accords multilatéraux sur l'environnement qu'il administre, pour présentation au Conseil d'administration à sa douzième session extraordinaire;

19. *Demande* qu'une part appropriée du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies soit allouée au Programme des Nations Unies pour l'environnement;

20. *Réitère* qu'il faut assurer au Programme des Nations Unies pour l'environnement des ressources financières stables, adéquates et prévisibles et que, conformément à la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1972, soulignant la nécessité de prendre en compte de manière adéquate toutes les dépenses administratives et de gestion du Programme pour l'environnement dans le contexte du budget ordinaire de l'Organisation des Nations

²⁶ UNEP/GC.26/INF/21 et Corr.1 (nouveau tirage pour raisons techniques).

Unies, espère qu'il sera accédé à la demande présentée par l'Assemblée générale au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de maintenir à l'étude les besoins du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de l'Office des Nations Unies à Nairobi en matière de ressources de manière à permettre la fourniture efficace des services nécessaires au Programme des Nations Unies pour l'environnement et autres organes et organismes des Nations Unies à Nairobi;

21. *Prend note* de la résolution 65/162 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2010, par laquelle l'Assemblée générale a préconisé un soutien accru pour renforcer les capacités programmatiques, financières et humaines des Bureaux régionaux du Programme des Nations Unies pour l'environnement dans le contexte de son budget et programme de travail, et *prie* le Directeur exécutif, en consultation avec le Comité des représentants permanents, d'examiner les besoins de ces Bureaux et les moyens dont ils disposent pour aider les pays à intégrer leurs priorités dans le domaine de l'environnement et maintenir la présence stratégique du PNUE à l'échelle nationale et régionale, et de soumettre les résultats de cet examen au Conseil d'administration à sa douzième session extraordinaire, pour examen;

22. *Prie* le Directeur exécutif de présenter, en consultation avec le Comité des représentants permanents, un programme de travail et un budget pour l'exercice biennal 2014-2015 fixant des priorités, axé sur les résultats et simplifié, faisant apparaître une diminution de la part des ressources du Fonds pour l'environnement mondial allouée aux dépenses de personnel et une augmentation de la part allouée aux autres dépenses, afin que le Conseil d'administration l'examine et l'approuve à sa vingt-septième session;

23. *Prie également* le Directeur exécutif d'établir, en consultation avec le Comité des représentants permanents, une stratégie à moyen terme pour la période 2014-2017 définissant clairement des perspectives, des objectifs, des priorités et des mesures ainsi qu'un solide mécanisme d'examen par les gouvernements, en vue de son approbation par le Conseil d'administration à sa vingt-septième session.

7^e séance
24 février 2011

Décision 26/10 : Gestion des Fonds d'affectation spéciale et des contributions affectées

Le Conseil d'administration,

Ayant examiné le rapport du Directeur exécutif sur la gestion des Fonds d'affectation spéciale et des contributions affectées²⁷,

Rappelant l'autorité dont est investi le Directeur exécutif, avec l'approbation du Conseil d'administration, pour créer des Fonds d'affectation spéciale dans le cadre du Fonds pour l'environnement à des fins précises conformes aux politiques, buts et activités du Programme des Nations Unies pour l'environnement, comme prévu à l'article V des Procédures générales régissant les opérations du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement, en plus de toutes les autres politiques et procédures pertinentes promulguées par le Secrétaire général au sujet des opérations des Fonds d'affectation spéciale,

²⁷ UNEP/GC.26/14/Rev.2.

I**Fonds d'affectation spéciale appuyant le programme de travail du Programme des Nations Unies pour l'environnement**

1. *Note et approuve* la création des fonds d'affectation spéciale suivants depuis la vingt-cinquième session du Conseil d'administration :

A. Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique

a) RED – Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer le programme de travail et l'action du Programme des Nations Unies pour l'environnement dans le Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement, créé en 2009 sans date fixe d'expiration;

b) ESS – Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement de l'adaptation basée sur les écosystèmes (EBA);

c) TPL – Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de la fourniture d'administrateurs financé par l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID), créé en 2009 sans date fixe d'expiration;

2. *Approuve* la prorogation des Fonds d'affectation spéciale ci-après, sous réserve que le Directeur exécutif reçoive des demandes de prorogation des gouvernements ou des bailleurs de fonds concernés :

B. Fonds généraux d'affectation spéciale

a) AML – Fonds général d'affectation spéciale pour la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE), jusqu'au 31 décembre 2013;

b) CWL – Fonds général d'affectation spéciale pour le Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW), jusqu'au 31 décembre 2013;

c) MCL – Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer les activités relatives au mercure et à ses composés, jusqu'au 31 décembre 2013;

d) WPL – Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer le système mondial de surveillance continue de l'environnement/Bureau du programme pour l'eau et à promouvoir ses activités, jusqu'au 31 décembre 2013;

C. Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique

a) BPL – Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de la mise en œuvre de l'Accord avec la Belgique (financé par le Gouvernement belge), jusqu'au 31 décembre 2013;

b) GWL – Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'un appui aux projets mondiaux relatifs aux eaux internationales (financé par le Gouvernement finlandais), jusqu'au 31 décembre 2013;

c) REL – Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de la promotion des énergies renouvelables dans la région méditerranéenne (financé par le Gouvernement italien), jusqu'au 31 décembre 2013;

II

Fonds d'affectation spéciale destinés à appuyer les programmes, les conventions, les protocoles et les fonds spéciaux pour les mers régionales

3. *Note et approuve* la création du Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique ci-après depuis la vingt-cinquième session du Conseil d'administration : EAP – Fonds d'affectation spéciale multidonateurs pour la coopération technique pour la mise en œuvre du Plan d'action pour l'éléphant d'Afrique, créé en 2011 sans date d'expiration;

4. *Approuve* la prorogation des fonds d'affectation spéciale ci-après, sous réserve que le Directeur exécutif reçoive des demandes de prorogation des gouvernements ou des parties contractantes concernés :

A. Fonds généraux d'affectation spéciale

a) BEL – Fonds général d'affectation spéciale destiné à recevoir les contributions volontaires additionnelles versées à l'appui des activités approuvées au titre de la Convention sur la diversité biologique, jusqu'au 31 décembre 2013;

b) BGL – Fonds général d'affectation spéciale pour le budget du Programme de base du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques, jusqu'au 31 décembre 2013;

c) BHL – Fonds d'affectation spéciale destiné à recevoir les contributions volontaires additionnelles versées à l'appui des activités approuvées au titre du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques, jusqu'au 31 décembre 2013;

d) BYL – Fonds général d'affectation spéciale pour la Convention sur la diversité biologique, jusqu'au 31 décembre 2013;

e) BZL – Fonds général d'affectation spéciale destiné à recevoir des contributions volontaires pour faciliter la participation des Parties au processus de la Convention sur la diversité biologique, jusqu'au 31 décembre 2013;

f) CRL – Fonds régional d'affectation spéciale pour la mise en œuvre du Plan d'action du Programme pour l'environnement des Caraïbes, jusqu'au 31 décembre 2013;

g) ESL – Fonds régional d'affectation spéciale pour l'application du Plan d'action pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de l'Asie de l'Est, jusqu'au 31 décembre 2013;

h) MEL – Fonds d'affectation spéciale pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, jusqu'au 31 décembre 2013;

i) MSL – Fonds général d'affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, jusqu'au 31 décembre 2013;

j) MVL – Fonds général d'affectation spéciale destiné à recevoir des contributions volontaires versées à l'appui de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, jusqu'au 31 décembre 2013;

k) PNL – Fonds général d’affectation spéciale pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu côtier et marin et des ressources du Pacifique Nord-Ouest, jusqu’au 31 décembre 2013;

l) ROL – Fonds général d’affectation spéciale pour le budget opérationnel de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l’objet d’un commerce international, jusqu’au 31 décembre 2013;

B. Fonds d’affectation spéciale pour la coopération technique

a) BIL – Fonds spécial de contributions volontaires destiné à faciliter la participation des pays en développement Parties, en particulier de ceux qui comptent parmi les pays les moins avancés et les pays États insulaires en développement, ainsi que des Parties à économie en transition (Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques), jusqu’au 31 décembre 2013;

b) RVL – Fonds d’affectation spéciale pour la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l’objet d’un commerce international, jusqu’au 31 décembre 2013;

c) VBL – Fonds d’affectation spéciale volontaire destiné à faciliter la participation des communautés autochtones et locales aux travaux de la Convention sur la diversité biologique, jusqu’au 31 décembre 2013.

*7^e séance
24 février 2011*

Décision 26/11 : Amélioration de la coordination au sein du système des Nations Unies, y compris le Groupe de la gestion de l’environnement

Le Conseil d’administration,

Reconnaissant le rôle du Programme des Nations Unies pour l’environnement dans l’amélioration de la coordination et de la collaboration au sein du système des Nations Unies pour mener à bien les activités de protection de l’environnement de façon plus cohérente,

Rappelant sa décision SS.XI/3 relative à l’amélioration de la coordination au sein du système des Nations Unies, y compris le Groupe de la gestion de l’environnement,

Rappelant également le rapport du Corps commun d’inspection sur le profil environnemental des organismes des Nations Unies et leurs politiques et pratiques internes en matière de gestion de l’environnement²⁸,

Se félicitant des efforts du Directeur exécutif, notamment en sa qualité de Président du Groupe de la gestion de l’environnement, ainsi que des efforts déployés par les membres de ce Groupe pour promouvoir la coopération dans le domaine de l’environnement au sein du système des Nations Unies,

²⁸ JIU/REP/2010/1.

Se félicitant en particulier des progrès de la mise en œuvre du mémorandum d'accord entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Programme des Nations Unies pour le développement présenté par le Directeur exécutif²⁹ et, à cet égard, *se déclarant satisfait* de la création d'un groupe de travail conjoint comme indiqué dans ce mémorandum,

Accueillant avec satisfaction le rapport d'activité préparé sous la direction des hauts fonctionnaires du Groupe de la gestion de l'environnement à leur seizième réunion et présenté par le Directeur exécutif³⁰,

Louant le Groupe pour les progrès accomplis dans le domaine de la coopération dans l'ensemble du système des Nations Unies afin d'aider les États membres à mettre en œuvre le programme en matière d'environnement,

Se félicitant en particulier de la contribution du Groupe à la dixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique³¹ et de sa décision consécutive de continuer à appuyer le programme sur la diversité biologique au sein du système des Nations Unies,

1. *Soutient* les efforts continus fournis par le Groupe en vue d'intégrer les considérations environnementales dans les activités menées aux niveaux des programmes, de la gestion et des opérations en étroite coopération avec le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et ses organes subsidiaires;

2. *Encourage* le Groupe à continuer de promouvoir une programmation cohérente des activités de protection de l'environnement au sein du système des Nations Unies, notamment en intégrant les préoccupations environnementales dans les programmes sectoriels par le biais de mesures telles que :

a) La contribution au programme international sur la diversité biologique, notamment à l'application des décisions pertinentes de la dixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique;

b) La préparation de la contribution de l'ensemble du système des Nations Unies à la dixième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique;

c) La contribution du système des Nations Unies à la dix-neuvième session de la Commission du développement durable, y compris aux cinq thèmes qu'examinera la Commission à cette session;

d) La préparation de la contribution de l'ensemble du système des Nations Unies aux travaux préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, en identifiant les études existantes concernant l'économie verte;

3. *Encourage également* le Groupe à poursuivre son appui à la mise en œuvre de la stratégie pour la neutralité climatique de l'Organisation des Nations

²⁹ UNEP/GC.26/INF/9/Add.1.

³⁰ UNEP/GC.26/15, annexe.

³¹ « Advancing the biodiversity agenda – a UN system-wide contribution to the biodiversity agenda », rapport du Groupe de gestion de l'environnement, disponible sur le site Internet du Groupe à l'adresse suivante : www.unemg.org.

Unies et ses efforts en vue de favoriser la viabilité des politiques, des pratiques de gestion et des opérations au sein du système des Nations Unies, notamment les pratiques d'achat responsables, y compris l'établissement et la mise en place d'un processus pour les évaluations d'impact sur l'environnement et l'instauration de garanties environnementales et sociales pour les projets directement pris en charge par le système des Nations Unies;

4. *Prie* le Directeur exécutif, en sa qualité de Président du Groupe, de soumettre au Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement, à sa douzième session extraordinaire, un rapport d'activité sur les travaux du Groupe;

5. *Prie* le Directeur exécutif de présenter au Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement, à sa douzième session extraordinaire, un rapport d'activité sur la mise en œuvre du mémorandum d'accord entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Programme des Nations Unies pour le développement;

6. *Prie instamment* le Programme des Nations Unies pour l'environnement d'envisager de se servir de l'Initiative Pauvreté et Environnement comme modèle de collaboration future avec le Programme des Nations Unies pour le développement et avec d'autres organismes des Nations Unies, le cas échéant, en tirant parti des atouts de chacun de ces organismes.

7^e séance
24 février 2011

Décision 26/12 : Amélioration de la coopération et de la coordination au sein du groupe produits chimiques et déchets

Le Conseil d'administration,

Rappelant le chapitre 19 du programme Action 21³² et ses décisions 18/12 du 26 mai 1995, 18/32 du 25 mai 1995, 19/13 du 7 février 1997, SS.V/5 du 22 mai 1998, 20/22 du 4 février 1999, 20/23 et 20/24 du 4 février 1999, 21/3, 21/4, 21/5 et 21/6 du 9 février 2001, SS.VII/3 du 15 février 2002, 22/4 du 7 février 2003, 23/9 du 25 février 2005, 24/3 du 9 février 2007 et 25/5 du 20 février 2009 concernant les politiques mondiales de gestion des produits chimiques,

Rappelant également les décisions BC.Ex-1/1, RC.Ex-1/1 et SC.Ex-1/1 adoptées respectivement par les Conférences des Parties à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, à la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international et à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, lors des réunions extraordinaires simultanées des Conférences des Parties à ces trois conventions,

Se félicitant des progrès de l'amélioration de la coopération et de la coordination au sein du groupe produits chimiques et déchets, de la mise en œuvre de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques, des

³² *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I : résolutions adoptées par la Conférence, résolution I, annexe II.

négociations en vue d'un instrument international juridiquement contraignant sur le mercure, des consultations sur les options de financement possibles pour les produits chimiques et les déchets, du lancement prochain du Global Chemicals Outlook, et des mesures prises par le Programme des Nations Unies pour l'environnement pour relever les défis que posent mondialement les produits chimiques pour la santé humaine et l'environnement,

Soulignant que le futur processus d'amélioration de la coopération et de la coordination au sein du groupe produits chimiques et déchets, comme proposé dans la présente décision, devrait compléter et renforcer l'examen du processus d'amélioration de la coopération et de la coordination entre les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm préconisé dans les décisions BC.Ex-1/1, RC.Ex-1/1 et SC.Ex-1/1, et qu'il a été conçu comme un processus plus vaste et à plus long terme,

Notant les objectifs fixés par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en 1992 et réaffirmés lors du Sommet mondial pour le développement durable à Johannesburg en 2002, de faire en sorte que d'ici à 2020 les produits chimiques soient utilisés et produits de manière à ce que les effets néfastes graves qu'ils ont sur la santé des êtres humains et sur l'environnement soient réduits au minimum, et la nécessité de réexaminer ces objectifs dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui se tiendra en 2012,

Notant également que des mesures supplémentaires pourraient être nécessaires pour renforcer la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets dangereux dans le monde jusqu'en 2020 et au-delà,

Prenant note du fait que l'objectif de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques consiste à faire en sorte que, d'ici à 2020, les produits chimiques soient utilisés et produits de manière à ce que les effets néfastes graves qu'ils ont sur la santé des êtres humains et sur l'environnement soient réduits au minimum et que d'autres mesures pourraient s'avérer nécessaires après cette date pour mieux se rapprocher de cet objectif aux niveaux mondial, régional et, en particulier, national,

Prenant note également de l'analyse initiale réalisée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement sur la poursuite du renforcement de la coopération et de la coordination au sein du groupe produits chimiques et déchets³³ et de la nécessité et de la possibilité de continuer de renforcer la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets,

Reconnaissant la portée mondiale, la persistance et l'évolution constante des défis posés par les produits chimiques et les déchets et l'interdépendance de ces défis avec des questions d'environnement cruciales telles que les liens entre l'environnement et la santé humaine, la santé des écosystèmes et l'amélioration de leur gestion, la préservation de la biodiversité, les liens entre la pauvreté et l'environnement, les catastrophes écologiques, les changements climatiques et la consommation durable, et que de ce fait ils relèvent de la gouvernance internationale de l'environnement,

³³ UNEP/GC.26/16.

Reconnaissant également que les produits chimiques et les déchets font partie intégrante du développement durable mais que leur gestion rationnelle n'a pas encore été pleinement intégrée à ce processus,

Reconnaissant en outre le rôle de premier plan que continue de jouer le Programme des Nations Unies pour l'environnement dans l'élaboration d'une approche mondiale coordonnée en vue d'assurer une gestion cohérente des produits chimiques et des déchets en étroite coopération avec les gouvernements et autres parties prenantes,

Ayant examiné l'analyse initiale réalisée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement concernant la nécessité et la possibilité de renforcer la gestion des produits chimiques et des déchets de manière à la rendre plus rationnelle³⁴,

1. *Souligne* que l'approche de la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets à tous les niveaux doit répondre de manière effective, efficiente, cohérente et coordonnée aux questions et défis nouveaux et d'actualité;

2. *Prie* le Directeur exécutif, de concert avec les secrétariats des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, le secrétariat de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques et d'autres parties prenantes de la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets à l'échelon international, de poursuivre les efforts entrepris afin d'améliorer la coopération et la coordination dans le domaine des produits chimiques et des déchets aux niveaux national, régional et mondial et de faire rapport sur les progrès de ces efforts aux réunions des Conférences des Parties à ces conventions en 2011;

3. *Invite* les pays qui n'ont pas ratifié les accords multilatéraux sur l'environnement relatifs aux produits chimiques et aux déchets à le faire rapidement pour contribuer aux efforts concertés visant à améliorer la coopération et la coordination au sein du groupe produits chimiques et déchets;

4. *Prie* le Directeur exécutif de faciliter et d'appuyer des consultations ouvertes à tous les intéressés, organisées à l'initiative des pays, sur les options possibles pour améliorer encore la coopération et la coordination au sein du groupe produits chimiques et déchets à long terme, en s'appuyant sur le rapport d'analyse initial susmentionné et sur les observations reçues à son sujet des gouvernements, des organisations internationales compétentes et des organisations non gouvernementales;

5. *Invite* les participants aux consultations susmentionnées à prendre en considération les partenariats entre tous les secteurs concernés pour renforcer les capacités, assurer un transfert adéquat de technologies et promouvoir la fourniture des ressources techniques et financières nécessaires;

6. *Prie* le Directeur exécutif d'apporter une contribution aux travaux du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et de présenter au Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement, à sa douzième session extraordinaire, un rapport d'activité sur ces consultations et au Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement, à sa vingt-septième session, un rapport sur les résultats de ces consultations;

³⁴ Ibid.

7. *Prie instamment* les gouvernements et autres parties prenantes en mesure de le faire de fournir des ressources extrabudgétaires pour financer ce processus.

7^e séance
24 février 2011

Décision 26/13 : Décision générale sur les rapports du Directeur exécutif

Le Conseil d'administration,

Rappelant ses décisions SS.X/3 du 22 février 2008 relative à la stratégie à moyen terme pour la période 2010-2013, 25/9 du 20 février 2009 relative à la coopération Sud-Sud pour parvenir à un développement durable et SS.XI/7 du 26 février 2010 relative aux océans,

Rappelant également sa décision SS.X/3, par laquelle il se félicite de la Stratégie à moyen terme du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour la période 2010-2013 et encourage notamment le Directeur exécutif à continuer de renforcer la gestion axée sur les résultats au sein du Programme des Nations Unies pour l'environnement,

1. *Prend note* des rapports du Directeur exécutif³⁵ récapitulant les activités menées par le Programme des Nations Unies pour l'environnement dans les domaines de la coopération Sud-Sud pour parvenir à un développement durable et des océans;

2. *Prie* le Directeur exécutif de continuer de renforcer la gestion axée sur les résultats au sein du Programme des Nations Unies pour l'environnement et, si possible, de rendre compte des activités pertinentes au Conseil d'administration dans un rapport axé sur les résultats portant sur l'exécution des programmes de travail et des budgets.

7^e séance
24 février 2011

Décision 26/14 : Programme relatif à l'eau du Système mondial de surveillance continue de l'environnement

Le Conseil d'administration,

Rappelant ses décisions 23/2 du 25 février 2005 et 24/16 du 9 février 2007 relatives à la politique et la stratégie actualisées du Programme des Nations Unies pour l'environnement dans le domaine de l'eau,

Réaffirmant le rôle du Programme des Nations Unies pour l'environnement en tant que principale autorité en matière d'environnement à l'échelle mondiale et principal organisme des Nations Unies dans le domaine de l'environnement, y compris la surveillance et l'évaluation mondiales de la qualité de l'eau,

Réaffirmant également la nécessité de renforcer la base scientifique du Programme des Nations Unies pour l'environnement, dans le cadre de son mandat, en consolidant notamment les capacités scientifiques des pays en développement et

³⁵ Documents UNEP/GC.26/9, UNEP/GC.26/10 et UNEP/GC.26/INF/6/Add.1, respectivement.

des pays à économie en transition dans le domaine de la protection de l'environnement,

Reconnaissant la nécessité accrue de disposer de données mondiales fiables et de grande qualité sur les propriétés de l'eau, ainsi que d'évaluations et d'indicateurs pour appuyer la prise de décisions en matière d'environnement et de développement durable,

Reconnaissant que le Programme relatif à l'eau du Système mondial de surveillance continue de l'environnement (GEMS/Eau) est l'une des principales sources de données sur la qualité de l'eau à l'échelle mondiale au sein du système des Nations Unies et fournit des informations probantes sur l'état et les tendances de la qualité des eaux intérieures dans le monde qui sont indispensables pour assurer une gestion durable des ressources en eau douce à l'échelon planétaire,

Reconnaissant l'importance des initiatives du système des Nations Unies consacrées aux recherches sur l'eau, à la gestion des ressources en eau, à l'évaluation des ressources en eau, à l'éducation et au renforcement des capacités, en particulier les initiatives menées par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, ou avec sa participation, telles que le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau, le Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau, le Programme hydrologique international et l'Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau,

Reconnaissant également la nécessité de développer les moyens des pays qui fournissent des données et informations fiables sur la qualité de l'eau et d'augmenter le nombre de ces pays pour accroître l'efficacité du Programme GEMS/Eau, à la fois pour les utilisateurs actuels et pour le large éventail d'utilisateurs potentiels futurs, dans la mesure où les questions relatives à la qualité de l'eau gagnent en importance,

1. *Reconnaît* qu'il importe d'améliorer le suivi et la surveillance de la qualité de l'eau ainsi que les capacités des pays en développement en la matière;

2. *Prie* le Directeur exécutif de favoriser l'élaboration plus poussée du Programme GEMS/Eau pour qu'il puisse fournir des données scientifiquement crédibles sur la qualité de l'eau afin de permettre aux organismes des Nations Unies :

a) D'étayer la prise de décisions en intégrant les données et les informations sur la qualité de l'eau à toute une série de questions allant des écosystèmes et de la santé humaine à la pauvreté et à la viabilité économique;

b) De créer une base de connaissances pour évaluer la qualité de l'eau et les facteurs qui en affectent la qualité et mettre davantage l'accent sur la recherche, les indicateurs et les applications de données;

c) De promouvoir l'accès aux informations en encourageant et en facilitant l'échange des données, l'interopérabilité et l'établissement de normes pour rendre accessibles sur le web des informations sur la qualité de l'eau;

d) De renforcer les capacités afin d'améliorer les programmes de surveillance et les activités d'analyse, d'évaluation et de recherche pour une gestion intégrée des ressources en eau dans les pays en développement;

e) D'encourager la coopération régionale pour améliorer la surveillance de l'eau à l'échelle mondiale, d'assurer une meilleure coordination entre le Programme relatif à l'eau du Système mondial de surveillance continue de l'environnement, d'autres systèmes mondiaux, régionaux et nationaux de surveillance de l'eau, et d'autres systèmes spécifiques de surveillance des ressources en eau, de manière à en améliorer l'efficacité, à éviter des doubles emplois et à assurer la cohérence entre toutes les données;

3. *Encourage* les gouvernements et les organisations concernées à participer activement au Programme GEMS/Eau en fournissant des données et des informations sur la qualité de l'eau;

4. *Invite* les gouvernements et autres intéressés, y compris le secteur privé, en mesure de le faire, à soutenir financièrement et en nature le Programme GEMS/Eau pour en renforcer les capacités et assurer le transfert de technologies vers les pays en développement;

5. *Prie* le Directeur exécutif de faire rapport au Conseil d'administration/ Forum ministériel mondial sur l'environnement, à sa vingt-septième session, sur l'application de la présente décision.

7^e séance
24 février 2011

**Décision 26/15 : Renforcement de la coopération internationale
concernant les aspects environnementaux des interventions d'urgence
et de la préparation aux urgences**

Le Conseil d'administration,

Réaffirmant son opinion selon laquelle il existe des liens naturels entre les effets environnementaux, humanitaires et en matière de développement, et il est nécessaire d'identifier et de traiter les risques écologiques liés aux catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, telles que définies dans le sous-programme de travail 2 du PNUE, sur les catastrophes et les conflits³⁶,

Se félicitant du rôle que joue le Programme des Nations Unies pour l'environnement en tant que point focal pour les évaluations des besoins d'ordre environnemental au sein du système des Nations Unies et du système de coordination des affaires humanitaires au moyen de l'approche par groupe du Comité permanent interorganisations,

Notant avec préoccupation à quel point les imperfections actuelles des systèmes internationaux d'intervention d'urgence pourraient aggraver de manière non intentionnelle les impacts écologiques des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, et sachant que des efforts et un appui plus importants sont nécessaires pour, à leur demande, aider les pays touchés à faire face aux risques et impacts environnementaux et les gérer,

Constatant qu'il est nécessaire de traiter les facteurs sous-jacents qui contribuent à l'aggravation des risques de catastrophes,

³⁶ UNEP/GC.26/13.

Se déclarant préoccupé par les futurs impacts éventuels des changements climatiques tels qu'une augmentation de la fréquence, de l'intensité et de l'imprévisibilité des phénomènes hydrologiques et météorologiques extrêmes qui pourraient contribuer à un accroissement correspondant du nombre de catastrophes et de leur ampleur ainsi qu'à la nécessité d'une assistance internationale en matière de prévention, d'intervention et de relèvement,

Tenant compte de la vulnérabilité particulière des pays en développement, notamment des plus vulnérables, comme les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés, face aux risques naturels et aux impacts écologiques des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, qui pourraient hypothéquer la réalisation des buts convenus au niveau international en matière de développement tels que les objectifs du Millénaire pour le développement,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 44/224 du 22 décembre 1989 relative à la coopération internationale pour le suivi, l'évaluation et la prévision des menaces à l'environnement et pour la fourniture de secours d'urgence en cas de catastrophe écologique, 46/182 du 19 décembre 1991 et 58/114 du 17 décembre 2003 relatives au renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence de l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant ses décisions 21/17 du 9 février 2001 et 22/8 du 7 février 2003 sur la poursuite de l'amélioration de la prévention, de la planification préalable, de l'évaluation, de l'intervention et de l'atténuation en cas d'éco-urgence,

Notant que dans la Stratégie à moyen terme pour la période 2010-2013, les catastrophes et les conflits figurent parmi les six domaines prioritaires thématiques et transversaux du Programme des Nations Unies pour l'environnement,

Accueillant avec satisfaction la collaboration continue entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'Organisation des Nations Unies, grâce à leur Groupe commun de l'environnement qui est le principal moyen multilatéral de mobilisation et d'intervention internationales en cas d'éco-urgence,

Rappelant la Déclaration de Hyogo et le Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015, adoptés par la résolution de l'Assemblée générale 60/195 du 22 décembre 2005, qui décrivent les principes pertinents de la réduction des risques de catastrophe et de la préparation aux catastrophes à tous les niveaux,

Notant avec satisfaction le développement des compétences spécialisées au sein du Programme des Nations Unies pour l'environnement en matière d'intégration des questions d'environnement aux opérations humanitaires pour réduire le plus possible les impacts éventuels sur l'environnement et veiller à ce qu'ils n'aient aucun effet préjudiciable sur la vulnérabilité et le développement à long terme,

Rappelant également que, s'il appartient au premier chef aux gouvernements de mettre en place des structures, des mécanismes et des moyens pour faire face à ces risques, les mesures préventives et la préparation aux situations d'urgence devraient toujours être privilégiées comme moyens de faire face aux risques écologiques procédant des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme,

1. *Prie* Le Directeur exécutif :

a) De coordonner, en coopération avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, au cours des 12 prochains mois, l'élaboration d'un document de base sur la répartition actuelle des rôles, responsabilités et tâches entre les organisations internationales prenant part aux interventions en cas d'urgence écologique, qui recenserait les principales lacunes et les possibilités;

b) De faciliter, en coopération avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'adoption d'un mécanisme, sur la base du document susmentionné, au cours des trois prochaines années, qui garantirait que les principales organisations prenant part aux interventions en cas d'urgence écologique aient une claire conscience de leurs rôles et responsabilités respectifs convenus d'un commun accord dans le cadre de divers scénarios;

c) De contribuer aux efforts visant à suivre et évaluer les risques de catastrophes naturelles ou causées par l'homme;

2. *Décide* de continuer, en coopération avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres acteurs concernés, à contribuer au renforcement du mécanisme d'intervention du système des Nations Unies aux fins de coordination et de mobilisation de l'aide internationale destinée aux pays confrontés aux risques et impacts des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, au moyen en particulier du sous-programme sur les catastrophes et les conflits du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du partenariat instituant une collaboration entre le Programme et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'Organisation des Nations Unies;

3. *Prie* le Directeur exécutif de continuer à sensibiliser à la dimension environnementale des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme et aux incidences écologiques des opérations humanitaires et autres interventions internationales et à promouvoir la coopération dans ces domaines;

4. *Prie également* le Directeur exécutif de continuer, en coopération étroite avec la Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et d'autres acteurs concernés, grâce à la mise en œuvre du programme de travail du Programme des Nations Unies pour l'environnement, à renforcer les approches intégrées visant à réduire les risques de catastrophes et à permettre l'adaptation aux impacts des changements climatiques;

5. *Invite* les gouvernements, les organisations internationales, les institutions financières internationales et les autres parties prenantes compétentes à fournir aux pays, en particulier aux pays en développement, l'appui technologique, les moyens et les ressources qui leur sont nécessaires pour se préparer et intervenir;

6. *Invite* les gouvernements à fournir un appui adéquat, y compris des ressources financières, pour intégrer efficacement les besoins écologiques aux plans et opérations d'intervention humanitaire et à fournir des ressources en nature, y compris du personnel détaché, au Programme des Nations Unies pour l'environnement et au partenariat instituant la collaboration entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Bureau de la coordination des affaires

humanitaires de l'Organisation des Nations Unies afin qu'ils puissent aider efficacement les pays, notamment les pays en développement;

7. *Invite également* les gouvernements à renforcer les liens et améliorer la coordination entre les acteurs dans les domaines de l'intervention d'urgence, du relèvement rapide et du développement dès le début des interventions d'urgence;

8. *Invite en outre* les gouvernements à améliorer la participation des acteurs locaux et régionaux concernés à la prévention, à la préparation et aux interventions concernant les aspects environnementaux des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, en consultation, au besoin, avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et d'autres acteurs pertinents;

9. *Prie* le Directeur exécutif d'appeler l'attention du Conseil d'administration à sa vingt-septième session sur les résultats de la neuvième réunion du Groupe consultatif international sur les éco-urgences qui aura lieu prochainement;

10. *Prie également* le Directeur exécutif, en consultation avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, la Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies et d'autres partenaires, d'organiser régulièrement, dans la limite des ressources disponibles, des réunions d'experts sur les situations d'urgence écologique afin de favoriser l'application entre États membres de directives librement consenties en matière d'éco-urgence;

11. *Encourage* les gouvernements, les organisations internationales, les institutions financières internationales et les parties prenantes intéressées en mesure de le faire à contribuer au Fonds d'affectation spéciale pour les crises environnementales du Programme des Nations Unies pour l'environnement en vue d'aider les pays en développement à se doter des moyens leur permettant de prévenir les impacts et risques écologiques liés aux catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, d'y faire face efficacement et de les gérer.

7^e séance
24 février 2011

Décision 26/16 : Promotion de la coopération Sud-Sud dans le domaine de la biodiversité pour le développement

Le Conseil d'administration,

Reconnaissant que la biodiversité est un grand atout social, environnemental, économique, financier, culturel et stratégique pour les pays en développement et que la conservation et l'utilisation viable de la biodiversité sont cruciales pour le développement durable et l'élimination de la pauvreté,

Rappelant les textes issus de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud tenue à Nairobi en décembre 2009,

Rappelant également la résolution 64/1 de l'Assemblée générale en date du 6 octobre 2009, dans laquelle l'Assemblée souligne que la coopération Sud-Sud est un élément important de la coopération internationale pour le développement qui offre de réelles possibilités aux pays en développement qui s'efforcent, individuellement et collectivement, de parvenir à une croissance économique soutenue et au

développement durable et que la coopération Sud-Sud ne saurait se substituer à la coopération Nord-Sud, mais devrait plutôt la compléter,

Rappelant en outre la Déclaration de Nusa Dua adoptée par le Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement en février 2010, qui reconnaît que l'homme ne pourrait subsister sans la biodiversité³⁷,

Rappelant ses décisions 24/12 et 25/9 sur la coopération Sud-Sud pour parvenir à un développement durable,

Soulignant que la coopération Sud-Sud et triangulaire, avec l'appui des pays développés et en partenariat avec eux, conduit les pays en développement à s'approprier davantage des projets et favorise la mise en place de solutions rentables et attrayantes sur les plans culturel et social,

Réaffirmant le rôle joué par les initiatives régionales et interrégionales et par l'Organisation des Nations Unies lorsqu'il s'agit de catalyser et de faciliter la coopération Sud-Sud,

Rappelant la décision IX/25 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, dans laquelle les pays en développement Parties sont encouragés à participer à la coopération Sud-Sud sur la diversité biologique, qui a pour complément et appui la coopération Nord-Sud, et à intégrer les questions relatives à la diversité biologique dans les accords régionaux et sous-régionaux de coopération et activités connexes, et les Parties sont encouragées à créer, au besoin, des partenariats de collaboration multipartites afin de traiter des questions relatives à la diversité biologique aux niveaux régional, sous-régional, national et sous-national,

Reconnaissant les progrès accomplis par le Groupe des 77 et la Chine dans l'élaboration d'un plan d'action pluriannuel pour la coopération Sud-Sud dans le domaine de la diversité biologique pour le développement pour compléter la Plateforme pour le développement du Sud lancée en juin 2008 lors de la douzième session du Comité intergouvernemental de suivi et de coordination de la coopération économique entre pays en développement, tenue à Yamoussoukro,

Rappelant la décision X/23 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, dans laquelle la Conférence des Parties accueille avec satisfaction le Plan d'action pluriannuel pour la coopération Sud-Sud dans le domaine de la diversité biologique pour le développement tel qu'adopté par le Groupe des 77 et la Chine au Forum sur la coopération Sud-Sud tenu le 17 octobre 2010³⁸ et *prie* le Groupe de travail sur l'examen de la mise en œuvre, à sa quatrième réunion, d'étudier le Plan et de l'élaborer plus avant en vue de son examen à la onzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, en tenant compte des synergies avec, entre autres, l'Initiative technologique sur la biodiversité et le Cadre pour le renforcement des capacités en vue de l'intégration de la biodiversité à l'initiative Élimination de la pauvreté et développement relevant de la Convention,

³⁷ UNEP/GCSS.XI/11, décision SS.XI/9.

³⁸ UNEP/CBD/COP/10/18/Add.1/Rev.1.

1. *Se félicite* du rapport du Directeur exécutif sur la coopération Sud-Sud pour parvenir à un développement durable³⁹;
2. *Attend avec intérêt* la finalisation du Plan d'action pluriannuel pour la coopération Sud-Sud dans le domaine de la diversité biologique pour le développement;
3. *Se félicite* de l'offre de la République de Corée, faite par l'intermédiaire de l'Institut national des ressources biologiques, d'accueillir une réunion d'experts au début de 2011 pour examiner plus avant les modalités de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire et une feuille de route en vue de l'adoption éventuelle d'un plan à la onzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique;
4. *Encourage* les États membres et les autres gouvernements à continuer de contribuer à l'élaboration du Plan d'action pluriannuel pour la coopération Sud-Sud dans le domaine de la diversité biologique pour le développement;
5. *Invite* les Parties, les autres gouvernements, les organisations régionales et leurs secrétariats, les organisations internationales, les organes des Nations Unies, y compris le Programme des Nations Unies l'environnement, les membres du Groupe de liaison sur la diversité biologique, les conventions de Rio, les donateurs, les organisations de populations autochtones, les organisations non gouvernementales et les centres d'excellence à contribuer à la poursuite de l'élaboration du Plan d'action pluriannuel;
6. *Se félicite* que le Fonds pour l'environnement mondial envisage de créer un fonds d'affectation spéciale, alimenté par des contributions volontaires, pour la coopération Sud-Sud dans le domaine de la diversité biologique en vue de la mise en œuvre du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020;
7. *Prie* le Directeur exécutif de faire rapport au Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement, à sa vingt-septième session, au sujet des contributions du Programme des Nations Unies pour l'environnement à la promotion de la coopération Sud-Sud.

*7^e séance
24 février 2011*

Décision 26/17 : Ordres du jour provisoires, dates et lieux de la douzième session extraordinaire du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement et de la vingt-septième session du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement

Le Conseil d'administration,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 2997 (XXVII) du 15 décembre 1972 et 53/242 du 28 juillet 1999,

Rappelant également les résolutions de l'Assemblée générale 47/202 A (par. 17) du 22 décembre 1992, 54/248 du 23 décembre 1999, 56/242 du 24 décembre 2001, 57/283 B (par. 9 à 11 de la section II) du 15 avril 2003, 61/236 (par. 9 de la section II A) du 22 décembre 2006, 62/225 (par. 9 de la section II A) du

³⁹ UNEP/GC.26/9.

22 décembre 2007, 63/248 (par. 9 de la section II A) du 24 décembre 2008, 64/230 (par. 9 de la section II A) du 22 décembre 2009 et 65/245 (par. 10 de la section II A) du 24 décembre 2010,

Rappelant en outre sa propre décision SS.VII/1 du 15 février 2002,

I

Douzième session extraordinaire du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement

1. *Décide* de tenir la douzième session extraordinaire du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement du 20 au 22 février 2012⁴⁰;

2. *Approuve* l'ordre du jour provisoire ci-après pour la douzième session extraordinaire du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement :

1. Ouverture de la session.
2. Organisation des travaux.
 - a) Adoption de l'ordre du jour;
 - b) Organisation des travaux.
3. Vérification des pouvoirs des représentants.
4. Nouvelles questions de politique générale : environnement et développement.
5. Questions diverses.
6. Adoption du rapport.
7. Clôture de la session.

II

Vingt-septième session du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement

3. *Décide*, conformément aux articles 1, 2 et 4 de son règlement intérieur, de tenir la vingt-septième session du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement à Nairobi du 18 au 22 février 2013;

4. *Décide également* que les consultations informelles entre les chefs de délégation devraient se tenir dans l'après-midi de la journée précédant l'ouverture de la vingt-septième session;

5. *Approuve* l'ordre du jour provisoire ci-après pour la vingt-septième session du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement :

1. Ouverture de la session.

⁴⁰ Le lieu de la douzième session extraordinaire du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement sera décidé en consultation avec le Bureau du Conseil d'administration et les États membres.

2. Organisation des travaux :
 - a) Élection du Bureau;
 - b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Vérification des pouvoirs des représentants.
4. Questions de politique générale :
 - a) État de l'environnement;
 - b) Nouvelles questions de politique générale;
 - c) Gouvernance internationale de l'environnement;
 - d) Coordination et coopération au sein du système des Nations Unies dans le domaine de l'environnement;
 - e) Coordination et coopération avec les grands groupes;
 - f) Environnement et développement.
5. Suivi et application des textes issus des sommets des Nations Unies et des principales réunions intergouvernementales, y compris des décisions du Conseil d'administration.
6. Budget et programme de travail pour l'exercice biennal 2014-2015, Fonds pour l'environnement, et questions administratives et budgétaires.
7. Ordre du jour provisoire, dates et lieux des futures sessions du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement :
 - a) Treizième session extraordinaire du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement;
 - b) Vingt-huitième session du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement.
8. Questions diverses.
9. Adoption du rapport.
10. Clôture de la session.

*7^e séance
24 février 2011*

